

Rapport final

# Industrie de défense en Europe

Sebastian Schulze-Marmeling  
Peter Wilke  
Herbert Wulf

Version finale : 20 juillet 2022



# Table des matières

## I. Évolution du contexte politique en 2022

1. Guerre menée par la Russie en Ukraine : l'événement qui a changé la donne .....	03
2. Conséquences sur les budgets militaires et l'approvisionnement en armes .....	05
3. Exportations européennes d'armes et d'équipements de défense.....	08
4. Les effets budgétaires à moyen et long terme.....	10
5. Initiatives politiques de l'UE dans le secteur de la défense.....	10

## II. Structure de l'industrie européenne de défense

1. Le contexte mondial : classement des entreprises européennes dans le top 100 du SIPRI des plus grandes entreprises de défense .....	15
2. Secteur européen de la défense – aperçu général	
2.1 Systèmes maritimes .....	19
2.2 Secteur aérospatial .....	24
2.3 Systèmes terrestres.....	28
2.4 Électronique militaire .....	32

## III. Conclusion : défis à venir pour l'industrie européenne de défense et perspectives d'emploi en Europe

1. Dix réflexions sur le statut actuel et l'avenir de l'industrie européenne de défense.....	36
2. Forces et faiblesses, opportunités et menaces.....	39

## I. Évolution du contexte politique en 2022

### 1. Guerre menée par la Russie en Ukraine : l'événement qui a changé la donne

Lorsque le projet industriAll Europe a débuté il y a trois ans, l'industrie européenne de défense se trouvait à la croisée des chemins. Surcapacité, réglementations nationales restrictives en matière d'exportation, perspectives peu claires quant aux nouveaux programmes d'approvisionnement et discussions tendues sur les budgets militaires pesaient sur le secteur dans plusieurs pays européens. À la même époque, plusieurs évolutions de dimension mondiale à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE laissaient à penser que ces difficultés nécessiteraient une prise de décision au-delà des frontières nationales : la politique « America first » au sein de l'OTAN, le Brexit, la concurrence croissante entre les États-Unis et la Chine et les ambitions géopolitiques mondiales de ces deux puissances, les désaccords au sein de l'UE sur l'avenir de la politique de sécurité et de défense et les effets économiques de la pandémie de Covid-19, pour ne citer que les problématiques exposées. Ces temps ont radicalement changé.

L'agression de la Russie qui a débuté le 24 février 2022 par une attaque contre l'Ukraine marque un tournant dans la situation sécuritaire de l'Europe. Les dirigeants politiques des pays membres de l'UE et de l'OTAN se sont unis à la fois pour condamner l'agression russe et pour aider l'Ukraine. Dans une déclaration commune, les membres du Conseil européen ont déclaré : « *Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'agression militaire sans précédent de la Russie contre l'Ukraine. Par ses actions militaires non provoquées et injustifiées, la Russie viole manifestement le droit international et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité européennes et mondiales.*<sup>1</sup> »

Bien que certains États membres de l'UE, en particulier de l'Est, aient mis en garde par le passé contre la politique étrangère et sécuritaire potentiellement agressive de la Russie, la ligne générale de l'UE reposait sur le concept traditionnel selon lequel le commerce pourrait apaiser les tensions. Ce concept, largement suivi dans l'UE, a brutalement volé en éclats. Le concept de politique étrangère et sécuritaire de l'Union européenne et sa politique concernant la Russie ont échoué, et la politique de défense de l'OTAN a été ébranlée jusque dans ses fondations. C'est le deuxième tournant majeur des sept dernières décennies, intervenant après que l'Est et l'Ouest ont été déstabilisés une première fois par l'effondrement de l'Union soviétique, l'événement actuel ayant toutefois des conséquences contraires. La fin de la guerre froide annonçait une ère de rapprochement et d'accords sur l'inviolabilité des frontières européennes. La guerre d'agression qui fait rage aujourd'hui illustre exactement l'inverse.

Les possibilités d'un règlement pacifique des différends, qui constituait le cœur de la politique de détente et des accords d'Helsinki de 1975, ont été balayées par l'injustifiable agression russe. Quelles sont les raisons de cette rupture des relations entre la Russie et l'Occident ? Pour simplifier, deux schémas explicatifs s'affrontent : d'une part, de nombreux analystes politiques affirment aujourd'hui qu'avoir refusé l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN en 2008 était une erreur. Selon ce scénario politique, la Russie n'aurait pas osé s'engager dans cette guerre si ces pays avaient également été inclus dans l'expansion vers l'est de l'OTAN. Les partisans de la position inverse prétendent quant à eux que l'expansion vers l'est de l'OTAN a empêché la « Maison commune européenne » souhaitée par Mikhaïl Gorbatchev. Son concept était basé sur une architecture de sécurité pour l'Europe qui incluait la Russie.

<sup>1</sup> <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/02/24/joint-statement-by-the-members-of-the-european-council-24-02-2022/>.

« La philosophie inhérente au concept de maison commune européenne exclut la probabilité d'un affrontement armé et la possibilité même de l'usage ou de la menace de la force, surtout militaire, par une alliance contre une autre alliance, à l'intérieur des alliances ou ailleurs.<sup>2</sup> » Mais en réalité, l'évolution observée après la fin de la guerre froide a été différente, comme nous le savons aujourd'hui, marquée par une aliénation de plus en plus grande entre la Russie et l'Europe occidentale et centrale.

Alors que les partisans de la politique de détente ont accordé leur confiance au gouvernement russe, la majorité des critiques d'aujourd'hui présument qu'il y a eu naïveté et tromperie dès le départ. Les principaux dirigeants politiques occidentaux ont été trompés pendant des années. Le président Poutine était évidemment intéressé par le changement ou la révision de ce qu'il considère comme « l'encerclement » de l'OTAN et a exigé des garanties sécuritaires de la part des États-Unis ou de l'OTAN.

**“Le chemin vers un accord de paix ne sera envisageable que si tous les acteurs peuvent être amenés à négocier”**

L'Ukraine est actuellement en guerre, et la première phase d'escalade a laissé place à une période de lourds combats continus. On peut envisager différents scénarios sur une éventuelle fin de la guerre : victoire militaire de l'une des parties, impasse dans laquelle les deux parties en conflit se livrent à une guerre d'usure durable, poursuite de l'escalade, voire déploiement d'armes nucléaires qui entraînerait l'OTAN

dans la guerre, renversement de l'actuel gouvernement russe, contrôle permanent par la Russie de l'est de l'Ukraine et cessez-le-feu négocié, voire traité de paix. Il est difficile d'évaluer lequel de ces scénarios est le plus réaliste et quelles seront les premières étapes vers une éventuelle fin de la guerre. Bien que la fin de cette guerre ne soit pas prévisible pour le moment, il est important de prendre des mesures diplomatiques pour lancer un processus de paix qui permettra de reconstruire l'Ukraine, comme l'a souligné industriAll Europe dans une récente déclaration sur la guerre en Ukraine : « *Le chemin vers un accord de paix ne sera envisageable que si tous les acteurs peuvent être amenés à négocier.*<sup>3</sup> »

À long terme, l'Occident devra non seulement se protéger de la Russie sur le plan militaire, mais aussi orienter différemment ses relations politiques et surtout économiques. Les conséquences pour la sécurité future de l'Europe sont fondamentales. Elles impliquent à la fois un rôle plus affirmé de l'UE dans les questions de défense et une réduction drastique de la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie. Défense européenne et approvisionnement énergétique sont des enjeux qu'il est urgent de traiter. Les actions militaires de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine ont renforcé la solidarité au sein de l'OTAN et de l'UE. Les pays non-membres de l'UE et de l'OTAN sont particulièrement favorables à l'idée de rejoindre l'une ou l'autre de ces deux alliances politiques et sécuritaires. Les États membres de l'UE que sont la Finlande et la Suède ont tous deux renoncé à leur statut traditionnel de neutralité et ont rejoint l'OTAN après que la Turquie a levé son veto sur une telle adhésion.

La guerre menée par la Russie a redynamisé l'OTAN et l'UE. Dans le même temps, elle met en exergue l'importance de la présence américaine pour la sécurité de l'Europe. Les divisions entre les pays davantage adeptes du transatlantisme et les États favorables à une politique de sécurité européenne autonome ont été reléguées au second plan. La boussole stratégique de l'UE, adoptée en mars 2022, promet « *une UE plus forte et plus compétente en matière de sécurité et de défense*<sup>4</sup> ». Mais par le passé, les compromis sur les formulations ont pris trop souvent le pas sur les fractures et divisions manifestes entre États membres de l'UE. Reste à savoir si, face au nouvel environnement sécuritaire, l'UE surmontera les anciennes divisions et identifiera son propre rôle dans une politique de sécurité.

<sup>2</sup> “Europe as a Common Home”, Address by Mikhail Gorbachev at the Council of Europe, Strasbourg, 6 July 1989, [https://chnm.gmu.edu/1989/archive/files/gorbachev-speech-7-6-89\\_e3ccb87237.pdf](https://chnm.gmu.edu/1989/archive/files/gorbachev-speech-7-6-89_e3ccb87237.pdf).

<sup>3</sup> industriAll Europe, “Trade Unions for peace: industriAll Europe statement on war in Ukraine”. Brussels 2022

<sup>4</sup> [https://www.eeas.europa.eu/eeas/strategic-compass-security-and-defence-1\\_en](https://www.eeas.europa.eu/eeas/strategic-compass-security-and-defence-1_en).

Ce nouveau contexte politique aura des répercussions sur l'industrie de défense. On ignore encore comment la politique de défense sera façonnée ; les débats stratégiques sur la nouvelle situation ne font que commencer et certains parmi les vieux dilemmes (comme la coopération ou la concurrence entre l'OTAN et l'UE, les conséquences du Brexit sur la coopération au développement et la fabrication de systèmes d'armes, les priorités américaines en Europe ou en Asie) restent d'actualité. Les développements auxquels sont confrontés l'UE et ses pays membres présentent avant tout une dimension politique et sécuritaire, mais ils auront des répercussions économiques majeures, en particulier sur les entreprises de défense. Le paysage dans lequel l'industrie de défense devra opérer est totalement inédit.

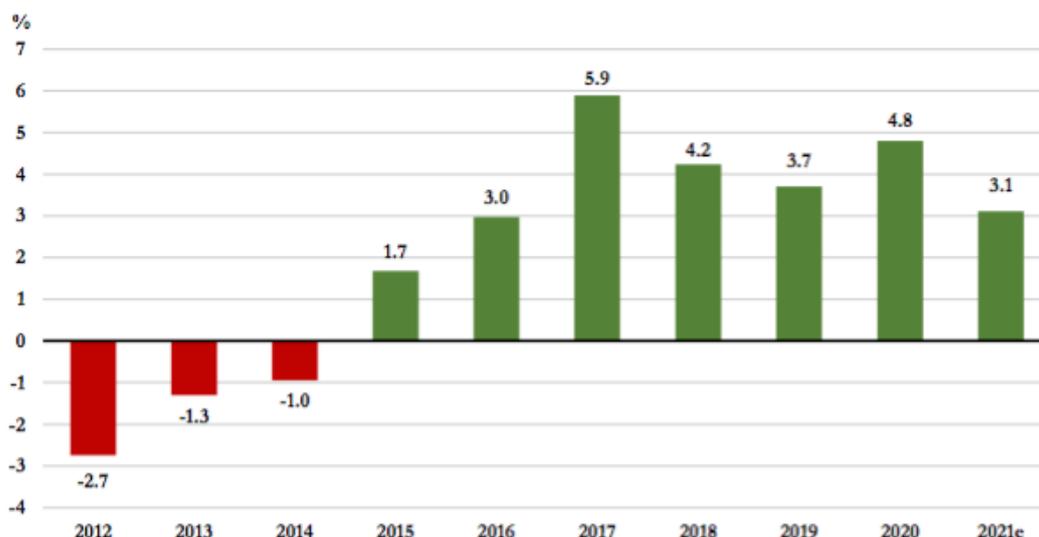
## 2. Conséquences sur les budgets militaires et l'approvisionnement en armes

Il y a quelques semaines à peine, il aurait été impensable que des fonds substantiels supplémentaires aient été débloqués d'un trait de plume. Mais l'environnement politique a radicalement changé. Les gouvernements ont décidé de dépasser rapidement l'objectif de l'OTAN de consacrer deux pour cent de leur produit intérieur brut à la défense. Avec la guerre en Ukraine, l'époque qui se dessine depuis des années prend une fois de plus les traits d'un affrontement clairement militaire, qui a des conséquences sur les budgets militaires.

Si ces dernières années, on a déploré la croissance timide des dépenses militaires dans les pays européens de l'OTAN, les développements à long terme ont été significatifs. Le président des États-Unis Donald Trump n'a pas hésité à déclarer que trop de pays de l'OTAN se comportaient en opportunistes et que l'Europe n'en faisait pas assez pour sa propre défense. Ce raisonnement a déjà eu ses effets.

### Graphique 1: OTAN Europe et Canada – dépenses de défense (évolution annuelle réelle)

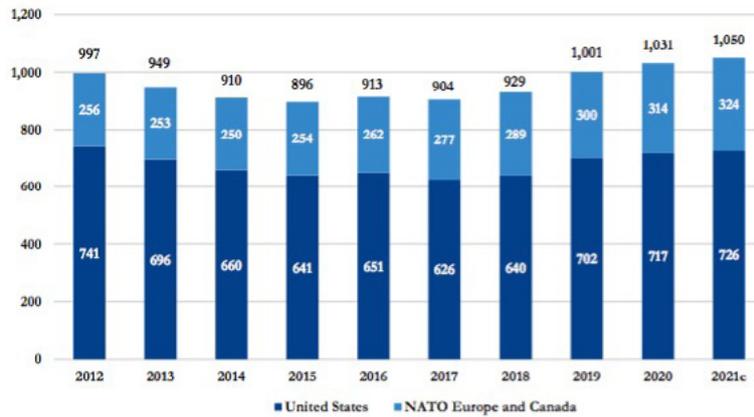
Source: NATO [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf)  
Remarque : sur la base des prix et taux de change de 2015 ; les chiffres pour 2021 sont des estimations.



Selon les chiffres officiels de l'OTAN, la croissance des dépenses militaires (en termes réels) a oscillé entre 1,7 et 5,9 % par an depuis 2015. 2014 a marqué un tournant : en effet, c'est à cette époque que la Russie a annexé la Crimée et que l'OTAN a décidé que chaque État membre consacre au moins 2 % du PIB à son budget de défense.

Les pays européens de l’OTAN, plus le Canada, ont augmenté leur budget d’un point bas de 250 milliards de dollars en 2014 à un montant estimé de 324 milliards de dollars en 2021. Les dépenses totales de l’OTAN, y compris les États-Unis, qui ont connu des taux de croissance similaires durant cette période, ont atteint 1050 milliards de dollars en 2021.

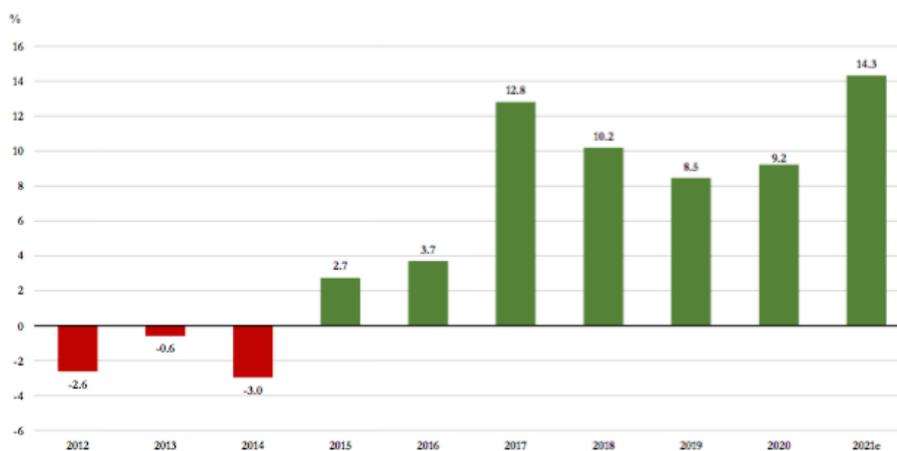
**Graphique 2 : dépenses de défense (en milliards de dollars)**



Source: NATO [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf)  
 Remarque : sur la base des prix et taux de change de 2015 ; les chiffres pour 2021 sont des estimations.

Une deuxième directive de l’OTAN importante pour l’industrie de défense vise à consacrer au moins 20 % du budget de la défense aux dépenses d’équipement. Cette catégorie budgétaire est particulièrement pertinente pour l’industrie de défense puisqu’elle sert d’intermédiaire pour l’approvisionnement. Les taux de croissance de l’OTAN (Europe et Canada) ont été extraordinairement élevés au cours de la même période. Ils ont augmenté chaque année depuis 2014 et ont atteint leur plus forte croissance en 2021, alors que le taux estimé était de 14,3 %.

**Graphique 3 : OTAN Europe et Canada – dépenses d’équipement majeur (évolution annuelle réelle)**



Source: NATO [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf)  
 Remarque : sur la base des prix et taux de change de 2015 ; les chiffres pour 2021 sont des estimations.

Entre 2014 et 2021, à l’exception de l’Albanie, tous les pays de l’OTAN ont augmenté leur effort budgétaire en faveur « d’équipements de défense majeurs ». Plus des deux tiers (21) de tous les pays membres de l’OTAN ont dépassé les 20 % prévus dans la directive sur les dépenses d’équipement, et une partie d’entre eux est bien au-delà des 20 %.<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Annonce OTAN, [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/220331-def-exp-2021-en.pdf), p. 3

Compte tenu des décisions prises ou des annonces faites par de nombreux gouvernements depuis le début de la guerre en Ukraine pour augmenter davantage les dépenses militaires, le taux de croissance des dernières années devrait être dépassé. Dans le tableau 1, nous avons résumé les décisions ou annonces relatives aux budgets de défense faites dans l'UE ou les pays européens de l'OTAN après le début de la guerre en Ukraine (avant la fin avril 2022). Il est facile de déduire de ce tableau que des fonds supplémentaires substantiels ont déjà été engagés ou sont prévus pour augmenter les capacités des forces armées, notamment pour acheter des systèmes d'armes additionnels.

**Tableau 1: Annonces et décisions concernant les augmentations du budget militaire dans les pays de l'UE et de l'OTAN**

Pays	Membre de l'UE	M e m b r e de l'OTAN	Objectif	Annonce/décision
Autriche	●	●	1 % du PIB	Prévu pour 2023
Belgique	●	●	+ 1 milliard €	À dépenser en équipements
Croatie	●	●	Augmentation de 41 %	2021 et 2024
Chypre	●	●	Augmentation de 6%	2021 et 2024
Tchéquie	●	●	+ 1 milliard CZK Augmentation de 19 %	2021 et 2023
Danemark	●	●	2% du PIB	À atteindre d'ici 2033
Estonie	●	●	2,5% du PIB	En 2022
Finlande	●	●	+ 70 %	Coup de pouce ponctuel en 2022
France	●	●	Augmentation de 27%	2021 et 2025
Allemagne	●	●	+ 100 milliards €	Coup de pouce ponctuel, 2 % du PIB
Grèce	●	●	Augmentation de 17%	2021 et 2022
Irlande	●	●	500 millions €	Augmentation annuelle dans les années à venir
Italie	●	●	2 % du PIB	Annoncé pour 2028
Lettonie	●	●	2,5 % du PIB, + 100 millions	D'ici 2025
Lituanie	●	●	2,5% du PIB	
Luxembourg	●	●	+ 100 millions €	
Pays-Bas	●	●	Augmentation	Proposé
Norvège	●	●	+ 3 milliards NOK	En plus de l'augmentation de 13 %, 2021-24
Pologne	●	●	3% du PIB	
Portugal	●	●	Augmentation	Proposé
Roumanie	●	●	2,5% du PIB	Annoncé pour 2023
Slovaquie	●	●	Augmentation de 24%	2021 et 2025
Slovénie	●	●	Augmentation de 37%	2021 et 2025

Espagne	●	●	2% du PIB	Annoncé pour les années à venir
Suède	●	●	Coup de pouce de 300 milliards SEK	Augmentation de 27 % pour 2021-2025
Royaume-Uni	●	●	Augmentation de 13%	2021-2024

Source : ce tableau est basé sur des rapports actuels parus dans les médias et les annonces des gouvernements. Nous soulignons l'aide apportée dans la collecte de données par l'équipe Milex du SIPRI. Ne sont inclus que les pays où une décision d'augmentation a été prise ou annoncée.

L'augmentation des dépenses de défense conduira à davantage de décisions d'approvisionnement en faveur de systèmes d'armes plus nombreux et modernisés. Les dépenses d'équipement (actuellement 23 % des dépenses militaires dans les États membres de l'OTAN) devraient augmenter plus rapidement que les dépenses militaires. Une projection montre que les dépenses d'équipement de la défense pourraient croître entre 31 et 64 % d'ici 2025.

**Tableau 2 : prévisions d'augmentation des dépenses militaires par l'OTAN Europe (membres 2022)**

Dépenses militaires	
En 2021	334 milliards USD
En 2025 en 2021, dépenses militaires/part du PIB (1,70 %)	370 milliards USD
En 2025 à 2 % du PIB	435 milliards USD (+18%)
En 2025 à 2,5 % du PIB	544 milliards USD (+47%)
Dépenses d'équipement	
En 2021	83 milliards USD (22 % des dépenses militaires)
En 2025 à 2 % du PIB et 25 % des dépenses militaires	109 billion USD (+31%)
En 2025 à 2,5% du PIB et 25 % des dépenses militaires	136 billion USD (+64%)

Source : les dépenses de défense des pays de l'OTAN [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news\\_184844.htm](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_184844.htm)

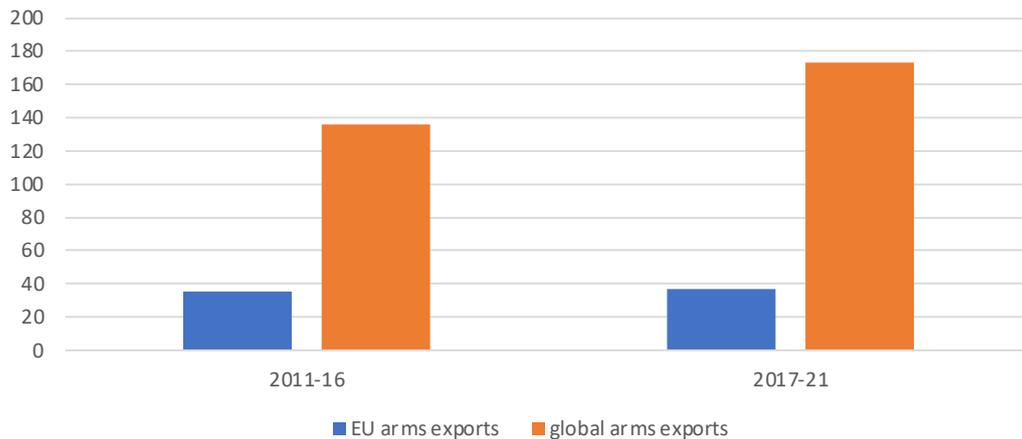
Remarque : prévision de croissance du PIB 2021-2026 2,5 % par an

Source : Michael Brzoska, Development of defence expenditure – European trends in a global perspective, Hambourg, Bruxelles, juillet 2022

La première conclusion de cette brève analyse est qu'il existait déjà une entente politique entre les gouvernements des pays de l'Union européenne et de l'OTAN Europe visant à investir davantage dans les forces armées respectives. La guerre en Ukraine renforce davantage encore la pertinence de cette entente globale.

### 3. Exportations européennes d'armes et d'équipements de défense

Pour avoir une idée du chiffre d'affaires dégagé par l'industrie de défense, il faut inclure les exportations d'armes des pays de l'UE. Nous avons choisi deux sources à cette fin : l'indicateur SIPRI sur le transfert d'armes et les rapports annuels de l'UE sur les exportations de technologies et d'équipements militaires. Selon le SIPRI, les exportations européennes d'armes majeures ont oscillé au cours de la dernière décennie entre moins de 4,8 milliards de dollars en 2012 et 8,5 milliards de dollars en 2021.

**Graphique 4 : exportations d'armes de l'UE, en millions de dollars (systèmes d'armes majeurs uniquement)**

Source: SIPRI [https://armstrade.sipri.org/armstrade/html/export\\_toplist.php](https://armstrade.sipri.org/armstrade/html/export_toplist.php)

L'UE joue un rôle de premier plan dans les exportations mondiales d'armes puisqu'elle représentait environ un quart des exportations mondiales d'armes au cours de la dernière décennie. L'essentiel des exportations d'armes de l'UE provient de France, d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie (et, jusqu'en 2019, du Royaume-Uni). Les rapports annuels de l'Union européenne donnent un bon aperçu des exportations d'armes de l'UE.

**Tableau 3: Top 10 des exportateurs d'armes de l'UE**

	Valeur des permis délivrés en millions €			Valeur des exportations en millions €		
	2013	2018	2020	2013	2018	2020
France	9538	135641	118232	3709	6881	4243
Allemagne	5845	4824	6226	s.r.	s.r.	s.r.
Royaume-Uni	5232	3161	*	s.r.	s.r.	*
Espagne	4321	11404	26552	3907	3720	3622
Italie	2149	4778	3928	2772	2457	2697
Suède	980	825	1424	1194	1108	1557
Autriche	2373	1515	1387	528	298	425
Pays-Bas	963	643	702	253	572	667
Pologne	858	1557	1415	336	487	391
Belgique	613	1164	2972	s.r.	s.r.	s.r.
Bulgarie	491	1048	1089	235	765	653
<b>Total UE</b>	<b>36712</b>	<b>169057</b>	<b>166923</b>	<b>s.r.</b>	<b>s.r.</b>	<b>s.r.</b>

Source : Conseil de l'Union européenne, vingt-troisième rapport annuel, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-12189-2021-ADD-6/en/pdf>  
 UE, Journal officiel (2014), seizième rapport annuel, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EL/TXT/?uri=OJ:C:2015:103:TOC>

Remarque : s.r. = sans réponse, \* n'est plus membre de l'UE

## 4. Les effets budgétaires à moyen et long terme

Le Covid-19 était le sujet politique (et financier) dominant avant la guerre, et les gouvernements de tous les États membres se souciaient de préserver leurs industries. De manière générale, l'industrie de défense avait des carnets de commandes relativement pleins pour la branche militaire, ce qui a facilité le maintien à flot des branches civiles, en particulier dans les secteurs de la construction navale et de l'aérospatiale.

La guerre en Ukraine et, avant elle, la crise du coronavirus, ont été à l'origine d'une situation totalement inédite dans de nombreux domaines (politique, sécurité et économie), qui a eu un impact majeur sur les politiques européennes de défense et les moyens financiers octroyés aux forces armées. L'industrie de défense a déjà gagné en importance, et a donc, dans un sens, tiré avantage de l'aide militaire à l'Ukraine (en raison des exportations directes vers l'Ukraine et des fournitures pour le déploiement supplémentaire de systèmes d'armes dans les forces armées de l'UE). La nouvelle évaluation de la situation sécuritaire en Europe devrait profiter au secteur, même si on ignore encore comment seront financés les plans d'envergure visant à améliorer les capacités des forces armées. Il existe un certain nombre d'incertitudes économiques (incertitude quant à savoir si l'énergie sera fournie ou si elle sera fournie de manière continue, et crainte d'une récession) ainsi que d'autres pressions exercées sur les budgets des États, comme le financement du changement climatique, la transition énergétique, les exigences sociales et l'intégration des réfugiés, pour ne citer que les enjeux les plus évidents.

Deux scénarios budgétaires semblent possibles : premièrement, l'Europe est confrontée à une récession et l'inflation augmente les coûts. Dans ses prévisions économiques du printemps 2022, la Commission européenne fait explicitement référence aux défis posés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie<sup>6</sup>. McKinsey prévoit que l'inflation pourrait avoir un impact défavorable sur les dépenses de défense aux États-Unis<sup>7</sup>. Compte tenu de la rigueur budgétaire découlant des perspectives économiques négatives et d'autres pressions (telles que le Covid-19, le changement climatique, l'augmentation du coût de l'énergie, la reconstruction de l'Ukraine et les coûts sociaux), les budgets de défense dans l'UE pourraient ne pas progresser aussi rapidement que prévu actuellement. La pression induite par les retombées économiques pourrait avoir un effet de ralentissement. Il est toutefois peu probable que les budgets de défense n'augmentent pas.

Deuxièmement, on peut soutenir en revanche que l'ampleur des décisions de sécurité et de défense est telle que les budgets de défense actuels connaîtront des taux de croissance sans précédent. Les plans de relance à mille milliards d'euros (servant à compenser les retombées du coronavirus) et les moyens financiers octroyés pour aider l'Ukraine et améliorer la capacité des forces armées dans l'UE s'apparentent à une réduction des règles budgétaires établies dans l'UE. Bien que nous puissions craindre une pression supplémentaire sur les ressources, l'industrie de défense devrait dans les années à venir tirer parti de la nouvelle situation sécuritaire.

## 5. Initiatives politiques de l'UE

Depuis des décennies, l'UE s'interroge sur son rôle dans les questions de défense. Longue est la liste des groupes de travail, des études, des réformes institutionnelles, des accords et des traités, etc. engagés pour coopérer de manière renforcée en matière de défense, éviter les doubles emplois dans le développement des systèmes d'armes, et instaurer un approvisionnement plus efficace et une concurrence accrue dans l'industrie de défense.

<sup>6</sup> [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts/spring-2022-economic-forecast\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts/spring-2022-economic-forecast_en)  
<sup>7</sup> <https://www.mckinsey.com/industries/aerospace-and-defense/our-insights/the-773-billion-question-inflations-impact-on-defense-spending?cid=oth-er-eml-dre-mip-mck&hlkid=750742a6b0154bc582ad40f7027d9065&hctky=12303517&hdpid=28b644a4-d3ea-4253-b7a0-29f38577a22c>

Les efforts en faveur d'une coopération renforcée remontent à 1976, lorsque le Western European Armaments Group (WEAG) a été fondé en tant que forum de coopération pour la production et l'approvisionnement en matière de défense (les premières initiatives remontent même au milieu des années 1950, si l'on tient compte des efforts infructueux déployés à l'époque par l'Union de l'Europe occidentale). En 1978, le Parlement européen avait déjà publié un rapport influent (le rapport Klepsch) qui appelait à une meilleure intégration de la production et de l'approvisionnement.

**“La fragmentation ainsi engendrée est visible dans les systèmes d'armes européens qui utilisent généralement plusieurs variantes à la fois – en fait, six fois plus qu'aux États-Unis.”**

Outre de nombreux projets bilatéraux et multilatéraux entre États membres ou entreprises (comme l'OCCAr franco-allemande en 1996), quelques décisions politiques distinctes ont conduit à un changement lent mais progressif vers une coopération renforcée. Une des décisions politiques en suspens en matière de défense a été le traité de Lisbonne de 2009, qui a mis en place la coopération structurée permanente (CSP). Le Traité permet aux États membres de coopérer en permanence sur les

questions de sécurité et de défense, même si d'autres États membres ne sont pas d'accord. Vingt-cinq États membres de l'UE ont signé la CSP et un accord a été conclu sur environ 50 projets.

Bien que, pendant longtemps, les discussions en faveur d'une politique de défense plus unifiée aient été menées sans conviction au sein de l'UE, alternant deux pas en avant et un pas en arrière, il est clair aujourd'hui que nous assistons à une progression très lente mais régulière vers plus de coopération. Nous pensons qu'un retour à une politique de sécurité et de défense nationale en Europe est à présent irréaliste, à moins de prédire une forte démondialisation et une bascule vers l'ancien système d'États-nations indépendants comme alternative au système économique mondialisé.

Comme l'indique un rapport de 2020 sur la « *base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE)* », les ambitions de développement d'une BITDE prospère et innovante n'ont pas été motivées par les seuls problèmes sécuritaires. Elles ont également été alimentées par des inquiétudes économiques : la baisse à la fois lente et constante des dépenses de défense dans de nombreux États membres, ainsi que la hausse des coûts unitaires des capacités<sup>8</sup>. Depuis 2013, la Commission européenne a intensifié son rôle dans la défense et la sécurité, recourant à un mécanisme différent : elle a travaillé à la coordination des marchés publics au sein du marché intérieur, elle a préconisé l'adoption d'une base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) et – avec son septième programme-cadre pour la recherche et le développement technologique et Horizon 2020 – elle a encouragé des projets de recherche dans le domaine de la sécurité<sup>9</sup>.

Sur le plan institutionnel, l'Agence européenne de défense (AED), fondée en 2004, a été une étape importante dans l'amélioration des capacités de défense des États membres de l'UE. Toutefois, les doubles emplois dans le développement et la production des systèmes d'armes restent un problème. Par rapport aux États-Unis, les forces armées de l'UE déploient un éventail bien plus large de types d'armes pour les secteurs terrestre, aérien et maritime. « *La fragmentation ainsi engendrée est visible dans les systèmes d'armes européens qui utilisent généralement plusieurs variantes à la fois – en fait, six fois plus qu'aux États-Unis.*<sup>10</sup>»

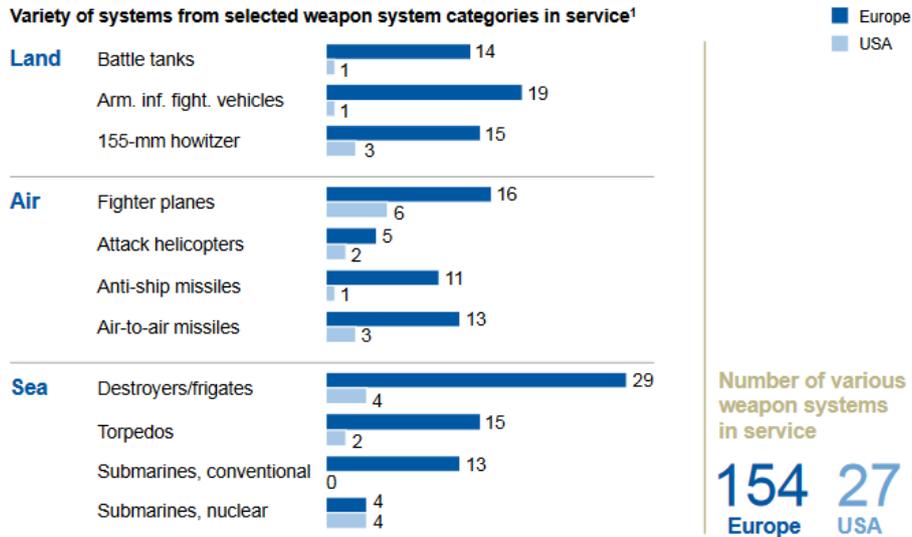
8 Parlement européen, La base industrielle et technologique de défense de l'Union européenne, Département thématique, Direction générale des politiques externes de l'Union PE 603.483 - Janvier 2020

9 Valerio Briani, Alessandro Marrone, Christian Mölling, Tomas Valasek. Parlement européen. Direction générale des politiques externes (2013), Le développement d'une base technologique et industrielle de défense de l'Union européenne (BITDE), Bruxelles.

10 The Future of European Defence: Tackling the Productivity Challenge, Report, McKinsey, 2014, p. 14

**Graphique 5: Marché européen fragmenté<sup>11</sup>**

**The fragmentation in the European market is visible in the number of various weapon systems available**

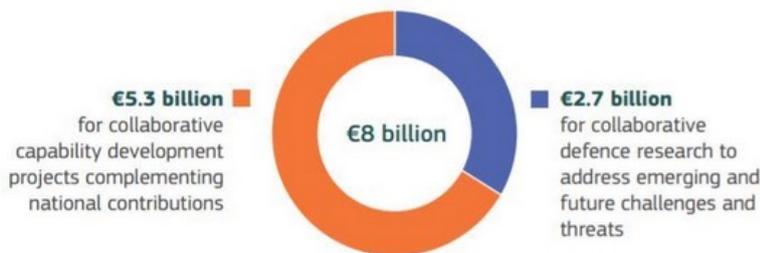


<sup>1</sup> For Europe, the EDA members as well as Denmark, Norway and Switzerland have been taken into consideration  
SOURCE: Military Balance 2012; McKinsey analysis

Si l'on se plaint depuis longtemps du manque de coordination, même avant la guerre en Ukraine, on assiste aujourd'hui à une dynamique qui tend à dépasser les intérêts nationaux. Ceux-ci prévalent souvent quand il s'agit de protéger les emplois et de partager la technologie. Les dirigeants politiques ont exprimé leur volonté d'envisager la défense à l'échelle européenne, et des changements institutionnels ont été amorcés en ce sens.

En 2017, la Commission européenne a adopté une communication lançant le Fonds européen de la défense (FED) comprenant des « dimensions » pour la recherche en matière de défense et pour le développement des capacités<sup>12</sup>. Dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027, le FED entend augmenter le financement destiné à la recherche collaborative dans les produits et technologies de défense innovants, ainsi qu'aux étapes ultérieures du cycle de développement, y compris de prototypes. En 2022, le nouveau budget du FED (Fonds européen de la défense) avoisine les 8 milliards d'euros. 2,7 milliards d'euros ont été alloués au financement de la recherche collaborative en matière de défense et 5,3 milliards au financement de projets collaboratifs de développement des capacités, en complément des contributions nationales<sup>13</sup>.

**Graphique 6 : Fonds européen de la défense<sup>14</sup>**



<sup>11</sup> The Future of European Defence: Tackling the Productivity Challenge, Report, McKinsey, 2014, p. 14

<sup>12</sup> Fonds européen de la défense (FED) (europa.eu)

<sup>13</sup> [https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/european-defence-fund-edf\\_en](https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/european-defence-fund-edf_en)

<sup>14</sup> [https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/european-defence-fund-edf\\_en](https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/european-defence-fund-edf_en)

La boussole stratégique 2022, approuvée officiellement par tous les États de l'UE, comprend un plan d'action ambitieux visant à renforcer les politiques de sécurité et de défense de l'UE d'ici 2030. La boussole repose sur l'engagement des États membres à augmenter de façon substantielle leurs dépenses de défense afin de réduire les déficits critiques dans les capacités militaires et civiles et de renforcer la base technologique et industrielle de défense européenne<sup>15</sup>.

Dans son discours sur l'état de l'Union en novembre 2021, la présidente von der Leyen a souligné l'importance de l'Union européenne de défense et le rôle essentiel de celle-ci, insistant notamment sur l'absence d'interopérabilité des armes dans l'UE<sup>16</sup>. On peut donc s'attendre à ce qu'à l'avenir, la Commission joue un rôle de coordination renforcé en matière de défense.

La feuille de route de l'UE pour le secteur de la défense et son plan d'action se fondent sur plusieurs actions de l'UE pour une base industrielle européenne commune, à savoir :

- Directive relative à la passation de marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité 2009/81/CE – Utilisation limitée de l'article 296/346
- Directive de transfert intracommunautaire 2009/43/CE
- Plan d'action européen pour la défense (2016), incluant des propositions sur le Fonds européen de la défense
- Directive sur les investissements directs étrangers (IDE) 2019.
- Package de défense 20215
  - Contribution de la Commission à la défense européenne
  - Feuille de route des technologies de défense
- Missions définies par l'EUCO 220311 :
  - Communication conjointe sur l'analyse des déficits d'investissement dans le domaine de la défense 220518.

Dans la communication conjointe 220518 sur les missions définies lors de la réunion informelle à Versailles et son contexte, la Commission, en coordination avec l'Agence européenne de la défense, a proposé une analyse des déficits d'investissement en matière de défense d'ici la mi-mai et proposé d'autres initiatives nécessaires pour renforcer la base industrielle et technologique européenne de défense.

Les principaux déficits considérés par la Commission sont les suivants :

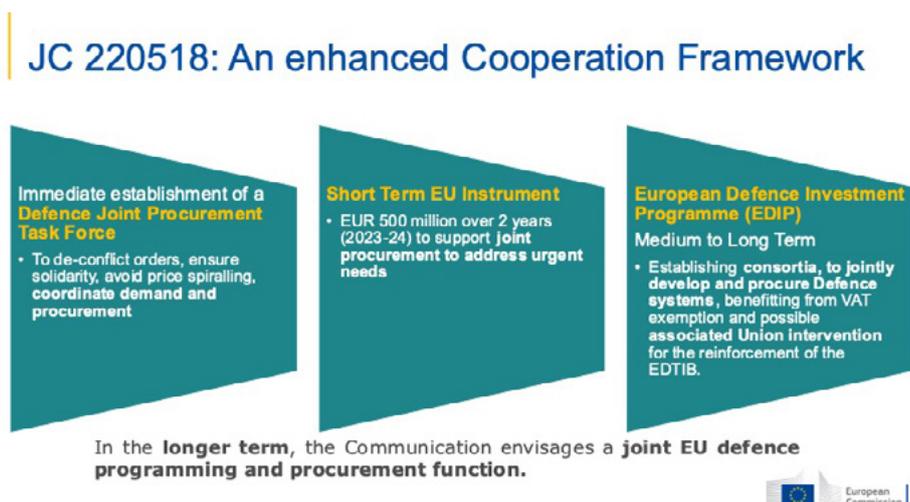
- Demande fragmentée : manque d'investissement coopératif
- Offre fragmentée : industrie structurée le long des frontières nationales.
- Dépendance aux principaux équipements de défense et matières premières
- Durant la période 2007-2016, plus de 60 % du budget européen des achats de défense était consacré aux importations militaires hors UE.
- Le retour à un scénario de guerre intensive nécessite une montée en puissance de l'industrie européenne<sup>17</sup>.

<sup>15</sup> [https://www.eeas.europa.eu/eeas/strategic-compass-security-and-defence-1\\_en](https://www.eeas.europa.eu/eeas/strategic-compass-security-and-defence-1_en)

<sup>16</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech\\_21\\_4701](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech_21_4701)

<sup>17</sup> Presentation by Christina Wilen, EU actions for a joint European industrial base DG DEGIS, Brussels July 2022

## Graphique 7 : cadre de coopération de l'UE



Source : présentation Christina Wilen, DG DEFIS, Bruxelles juillet 2022

En se penchant sur la situation politique et économique actuelle, on peut prévoir plusieurs tendances :

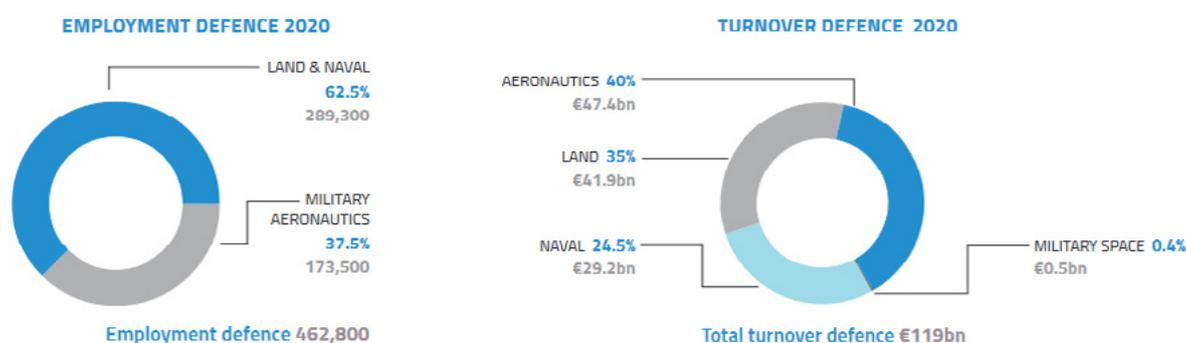
- insécurité croissante sur la fin de la guerre en Ukraine et les relations à long terme avec la Russie,
- amélioration de la solidarité et de l'unité au sein de l'OTAN et de l'UE,
- questions ouvertes sur la stratégie de défense de l'OTAN et la politique de sécurité et de défense de l'UE,
- élargissement de l'OTAN consécutif à l'adhésion de la Finlande et de la Suède,
- intensification des discussions sur l'exigence future d'une politique européenne de sécurité et de défense plus indépendante,
- rôle accru de la Commission européenne en matière de défense,
- renforcement notable de la tendance déjà observée d'augmentation des dépenses militaires entre les États de l'UE,
- difficultés croissantes liées au financement de la politique européenne dans le secteur de la défense dues au déficit budgétaire élevé pendant la crise du coronavirus et aux craintes d'une récession économique,
- incertitude persistante sur le rôle futur de la Grande-Bretagne après le Brexit, qui peut influencer de nombreux aspects de la défense européenne et de l'industrie européenne de l'armement,
- discussions sur les priorités américaines en matière de défense et de sécurité en Asie et en Europe.

## II. Structure de l'industrie de défense

### 1. Secteur européen de la défense – aperçu général

L'AeroSpace and Defence Industries Association of Europe estime que l'industrie européenne de défense a généré un chiffre d'affaires de 119 milliards d'euros en 2020. De ce montant total, 95,6 milliards d'euros proviennent d'entreprises situées dans six pays (France, Allemagne, Italie, Espagne, Suède et Royaume-Uni). Selon les chiffres de l'ASD, le nombre d'emplois dans l'industrie européenne de défense a augmenté de 22 000 par rapport à 2019 pour atteindre plus de 462 000.

Graphique 8 : répartition par taille et chiffre d'affaires dans l'industrie de défense<sup>18</sup>



Les exportations militaires représentent une part essentielle du chiffre d'affaires total et sont importantes pour l'industrie, car les marchés domestiques sont trop petits pour atteindre les volumes nécessaires à une production efficace.

Les principales entreprises européennes de défense, comme BAE Systems, Airbus, Leonardo ou Thales, sont en fait des acteurs mondiaux plutôt que nationaux ou européens. Mais si l'on compare le chiffre d'affaires relatif aux ventes mondiales d'armes, il est clair que les entreprises américaines dominent le secteur. L'américain Lockheed Martin Corp., premier producteur de défense au monde, affiche un chiffre d'affaires pour l'armement en 2020 (58 milliards USD) deux fois et demie supérieur à celui de la plus grande entreprise établie en Europe, à savoir BAE Systems. Les cinq plus grandes entreprises américaines ont enregistré des ventes d'armes trois fois plus importantes (183 milliards USD) que les cinq principales entreprises européennes (61 milliards USD) et supérieures à celles de toutes les entreprises européennes du top 100<sup>19</sup>. Ces chiffres indiquent que les principales sociétés américaines opèrent à une échelle bien plus large que leurs pendants européens. Cette position dominante s'est renforcée au cours des deux dernières décennies.

Parmi les producteurs inclus dans le top 100 des entreprises de défense, 25 sont situés en Europe, contre 41 aux États-Unis. Viennent ensuite neuf entreprises russes et cinq entreprises chinoises. Ces dernières sont elles aussi relativement grandes en termes de taille. Les cinq entreprises chinoises font partie du top 20. Les centres industriels de défense en Europe sont surtout concentrés dans trois pays, et non répartis sur l'ensemble du continent : Royaume-Uni (sept entreprises), France (cinq) et Allemagne (quatre).

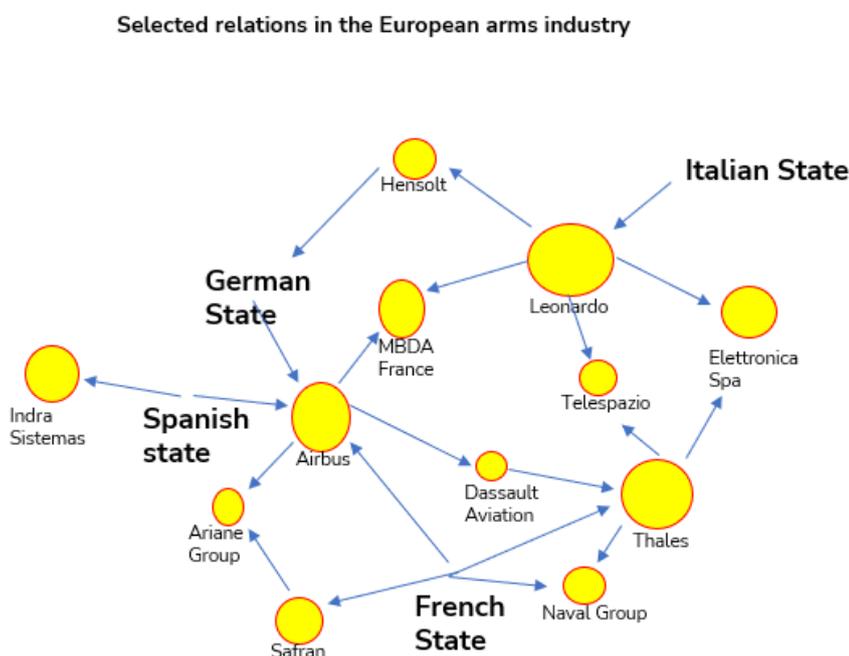
<sup>18</sup> ASD\_Facts&Figures\_2021\_.pdf (asd-europe.org) p.5

<sup>19</sup> Tous les chiffres sont basés sur le top 100 du SIPRI des producteurs d'armes. <https://www.sipri.org/databases/armsindustry>

Les initiatives, règles et règlements de l’UE ont joué un rôle limité dans la formation du paysage industriel de la défense. Des modèles de coopération se sont développés au niveau national, tant au sein de l’UE qu’en dehors. Le chiffre d’affaires des 25 grandes entreprises européennes a atteint près de 110 milliards de dollars, soit environ 100 milliards d’euros. Aucune donnée exacte en matière d’emploi n’est disponible pour le secteur de la défense. Nous estimons qu’environ 500 000 personnes sont directement employées dans la production de défense, avec une forte concentration au Royaume-Uni, en France et en Allemagne.

Les États européens ont encore un rôle majeur à jouer dans le développement d’une base industrielle européenne commune de défense. Ils sont actionnaires directs de plusieurs grandes entreprises.

**Graph 9: Network of the European Defence Industry<sup>20</sup>**



Plus de la moitié de ces entreprises européennes dépendent à plus de 50 % (près de 100 % pour certaines) des ventes d’armes. Certaines entreprises se spécialisent entièrement ou dans une large mesure dans la production de défense (c’est le cas de BAE Systems, spécialisée dans des produits de défense diversifiés, MBDA dans les missiles, Naval Group et Navantia dans les systèmes navals, Rheinmetall et Nexter dans les systèmes terrestres).

D’autres sociétés, essentiellement des entreprises de plus grande taille, fabriquent davantage de produits commerciaux que de défense (comme Airbus avec ses divisions aérospatiales commerciales, Thales spécialisée dans la communication et la navigation, et Thyssen dans la technologie automobile et une faible part de produits de défense).

<sup>20</sup> <https://www.investigate-europe.eu/en/2022/money-for-eu-defence-development-went-to-a-small-group-of-arms-producers/>

Tableau 4 : Les entreprises européennes de défense dans le top 100 du SIPRI en 2020

Classement	Entreprise	Pays	Ventes d'armes	Ventes d'armes en % des ventes totales
6	BAE Systems	Royaume-Uni	24020	97
11	Airbus	Transeuropéen	11990	21
13	Leonardo	Italie	11160	73
14	Thales	France	9050	47
22	Rolls-Royce	Royaume-Uni	4870	32
25	Safran	France	4510	24
27	Rheinmetall	Allemagne	4240	63
30	MBDA	Transeuropéen	4050	99
31	Naval Group	France	3750	99
32	Dassault Aviation Group	France	3720	59
36	Saab	Suède	3390	88
39	Babcock International Group	Royaume-Uni	3180	56
47	Fincantieri	Italie	2660	40
48	CEA	France	2520	44
55	ThyssenKrupp	Allemagne	1990	4,9
62	Serco Group	Royaume-Uni	1730	32
68	PGZ	Pologne	1490	90
69	Melrose Industries	Royaume-Uni	1470	13
70	Krauss-Maffei Wegmann	Allemagne	1410	95
78	Hensoldt	Allemagne	1270	92
80	QinetiQ	Royaume-Uni	1240	76
83	Nexter	France	1190	95
84	Navantia	Espagne	1180	95
95	Meggitt	Royaume-Uni	980	46
100	Kongsberg Gruppen	Norvège	900	33

**Tableau 5 : répartition des principales entreprises d'Europe**

Pays	Nombre d'entreprises dans le top 100 du SIPRI
Royaume-Uni	7
France	6
Allemagne	4
Transeuropéen	2
Italie	2
Suède	1
Pologne	1
Espagne	1
Norvège	1
<b>Total</b>	<b>25</b>

En se penchant sur la situation industrielle et économique actuelle des producteurs de défense européens, on peut prédire plusieurs tendances :

- la politique de sécurité et de défense nationale en Europe n'est pas une option réaliste, mais la coopération européenne reste un processus lent et laborieux ;
- le marché mondial est la bouée de sauvetage des producteurs européens de défense ;
- les entreprises américaines dominent la production mondiale de défense ; elles sont beaucoup plus grandes en termes de taille que les producteurs européens ;
- mais l'apparente insécurité des chaînes d'approvisionnement sème le doute sur la poursuite de la mondialisation ;
- les producteurs traditionnels de défense perdent du terrain face aux nouveaux venus qui recourent à des technologies commerciales de pointe ;
- les frontières entre les technologies commerciales et de défense, ainsi qu'entre les producteurs traditionnels de défense et les producteurs commerciaux sont de plus en plus floues ;
- les exigences technologiques augmentent les coûts, la hausse des prix entraîne une baisse des cycles de production qui à son tour conduit à une sous-utilisation des capacités ou à une dépendance aux exportations ;
- les entreprises européennes sont particulièrement concentrées dans trois pays : le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, les pays ayant les budgets de défense les plus élevés d'Europe.

## 2. Analyse des principaux secteurs de l'industrie

### 2.1. Secteur naval

La construction navale est un secteur établi de longue date dans de nombreux pays européens. Ces cinquante dernières années, une grande partie de la construction navale civile a été progressivement délocalisée vers des pays comme la Corée du Sud et le Japon. Les chantiers navals européens se sont concentrés sur des secteurs spécifiques comme les ferries, les yachts, les grands navires de croisière et la construction navale militaire.

La construction navale militaire est devenue l'activité phare de nombreux chantiers navals en Europe. Les 11 entreprises européennes suivantes sont aujourd'hui les acteurs principaux du secteur : Babcock, BAE Systems, Chantiers de l'Atlantique, Damen Shipyard Group, Naval Group, Fincantieri, Navantia, Naviris, Saab Kockums, thyssenkrupp Marine Systems (TKMS), NavalShips Lürssen (NVL) et Privinvest (Naval Shipyards)<sup>21</sup>.

Graphique 10 : chantiers navals en Europe<sup>22</sup>



Plusieurs petites entreprises sont spécialisées dans le service et la maintenance. Les centres régionaux de production de nouveaux sous-marins, porte-avions, frégates et corvettes se situent en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne et en Allemagne. Dans une certaine mesure, on trouve également des capacités en Suède, aux Pays-Bas et en Norvège, d'une part, et en Pologne et en Grèce, d'autre part.

<sup>21</sup> Concernant les aperçus suivants sur les différentes parties de l'industrie de défense, voir également l'étude de Valerio Briani, Alessandro Marrone, Christian Mölling, Tomas Valasek pour le Parlement européen. Direction générale des politiques externes (2013), Le développement d'une base technologique et industrielle de défense de l'Union européenne (BITDE), Bruxelles.

<sup>22</sup> wmp consult, données tirées des sites Web des entreprises, tous les chantiers navals ne sont pas présentés ici.

Tableau 6 : Chantiers militaires

	Country	SIPRI Liste Top 100	Marine (TSD.Euro) 2021	Share total turnover (%) 2021	Military employment Marine	Total employment	Total Turnover (TSD Euro)
Babcock <sup>1</sup>	UK	39	1.474.000	30%	9.000	30.000	4.915.000
BAE Systems <sup>2</sup>	UK	6	4.014.000	16%	18.200	90.500	25.382.000
Chantiers de l'Atlantique <sup>3</sup>	FR	n.a.	134.000	40%	1.300	3.352	1.788.000
Damen <sup>4</sup>	NLD	n.a.	900.000	50%	6.000	12.000	1.800.000
Lürssen Group <sup>5</sup>	GER	n.a.	543.500	50%	1.400	2.800	1.087.000
Naval Group <sup>6</sup>	FR	31	4.100.000	100%	17.373	17.373	4.100.000
Fincantieri <sup>7</sup>	IT	47	2.715.000	46%	8.000	20.000	6.900.000
Navantia <sup>8</sup>	SPAIN	84	867.000	80%	3.000	3.800	1.088.000
Naviris <sup>9</sup>	IT,FR	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
SAAB Kockums AB <sup>10</sup>	SWEDEN	36	286.020	9%	1.600	18.000	3.718.000
Tyssen Krupp Marine Systems (TKMS) <sup>11</sup>	GER	55	2.022.000	6%	6.000	101.000	34.000.000

1) Annual & Financial Report, Deadline 31.03.2021

2) Annual Report 2021 BAE Systems plc

3) 40% Estimate from total turnover, Website

4) 50 % Estimate from total turnover, Website

5) 50 % Estimate from total turnover, Bundesregister 2021

6) Financial Report 2021 Naval Group

7) 46 % of the turnover of shipbuilding 5.903.000 TSD €

8) Annual Report 2020, Madrid

9) no figures available

10) Annual & Sustainability Report 2021 SAAB

11) Annual Report 2021 ThyssenKrupp, employment figures for tkMS and Atlas Electronics

Le secteur européen est beaucoup plus restreint que le marché américain, qui est cinq fois plus grand et constitue le centre des industries navales mondiales. Plus petites, les entreprises européennes du secteur naval sont aussi plus dispersées que leurs concurrentes mondiales établies aux États-Unis.

Cependant, la compétitivité des entreprises européennes sur le marché mondial est élevée. Les exportations d'armes jouent un rôle majeur et chez bon nombre de producteurs, la part des exportations représente plus de 50 % du chiffre d'affaires. Les chantiers navals d'Allemagne, de France et d'Italie en particulier affichent d'excellents résultats dans les ventes de frégates et sous-marins à d'autres pays. Les grands contrats d'exportation sont toujours intégrés dans des packages complexes comprenant des accords de compensation (contenu local) et des transferts de technologie.

Les chantiers européens produisent une grande variété de navires militaires, notamment des patrouilleurs, des corvettes, des frégates, des dragueurs de mine, des navires de soutien et des porte-avions. En outre, il existe une longue tradition industrielle de production de sous-marins. Les sous-marins à propulsion nucléaire ne sont construits qu'en France (Naval Group) et au Royaume-Uni (BAE).

Naval Group, ainsi que Navantia et Fincantieri, ont la capacité de construire des porte-avions conventionnels.

**Graphique 11 : principaux constructeurs navals et leur portefeuille de produits**

Source: AgS-Monitoring Shipbuilding (2021)

Entreprise	Pays	Sous-marins	Patrouilleurs	Corvettes	Frégates	Dragueurs de mines	Porte-avions	Soutien naval
Babcock	Royaume-Uni	●	●	●	●	●	●	●
BAE Systems	Royaume-Uni	●	●	●	●	●	●	●
Chantiers de l'Atlantique	France	●	●	●	●	●	●	●
Damen	Pays-Bas	●	●	●	●	●	●	●
Lürssen	Allemagne	●	●	●	●	●	●	●
Naval Group	France	●	●	●	●	●	●	●
Fincantieri	Italie	●	●	●	●	●	●	●
Navantia	Espagne	●	●	●	●	●	●	●
Naviris	Italie, France	●	●	●	●	●	●	●
SAAB Kockums AB	Suède	●	●	●	●	●	●	●
Thyssen-Krupp Marine Systems (TKMS)	Allemagne	●	●	●	●	●	●	●
Remontowa Shipbuilding	Pologne	●	●	●	●	●	●	●

La production de sous-marins est une activité qui s'inscrit dans la construction navale militaire. Environ 34 % des investissements dans la construction neuve de plateformes navales en Europe seront consacrés aux sous-marins. Europe : 60 milliards USD au cours des deux prochaines décennies, dont 75 % seront dépensés par le Royaume-Uni et la France.

**Tableau 7 : renforcement des capacités de construction de sous-marins en Europe<sup>23</sup>**

Country	Preferred builder	Sub Acquisition Cost as % of Country's Total Naval Platform Cost (2020-2040)
France	Naval Group	65
UK	BAE Systems	59
Germany	TKMS	7,5
Norway	TKMS/Kongsberg	82
Sweden	SAAB	53
Netherlands	SAAB/Damen	23
Poland	tbc	18
Italy	Fincantieri	14
Spain	Navantia/Naval Group	20
Romania	tbc	35

La plupart des entreprises de ce secteur se concentrent sur les navires de combat et ne sont pas actives dans d'autres secteurs de la défense. C'est le cas de Naval Group en France, Babcock au Royaume-Uni, Fincantieri en Italie, TKMS en Allemagne et Navantia en Espagne. Parmi les entreprises de plus grande taille, BAE est la seule à être également active dans d'autres domaines connexes. Les entreprises sont donc très dépendantes des contrats militaires et de défense. Si l'on compare les principaux chantiers navals d'Europe, on peut affirmer que les exploitations essentiellement familiales présentent un portefeuille de produits diversifié et sont actives dans le secteur naval ainsi que dans celui de la construction navale marchande. Par conséquent, leur dépendance aux contrats navals est nettement inférieure à celle des autres chantiers navals visés ci-dessus.

La part du chiffre d'affaires du secteur naval entrant dans la production de la coque et du navire ne représente qu'une très faible partie d'un navire militaire. Par exemple, la coque ne compte que pour environ 20 % du coût total d'une frégate. Le système de combat (électronique, radars, systèmes de navigation et d'armes) représente 60 à 70 % des coûts totaux. Maître d'œuvre, le chantier est aussi l'intégrateur système chargé d'organiser un vaste réseau de sous-traitants variés.

Le pourcentage élevé de pièces achetées indique que plusieurs fournisseurs importants de premier rang sont impliqués dans la construction navale militaire, comme Thales, Raytheon et Atlas Electronics qui équipent les navires de services d'intégration et électroniques. D'autres entreprises comme Rolls Royce et MTU fabriquent des moteurs pour les navires militaires. Du point de vue de l'emploi, les chantiers navals militaires génèrent 3 à 4 fois plus d'emplois directs auprès de leurs fournisseurs.

Ces dernières décennies, la construction navale militaire européenne a tenté à plusieurs reprises de renforcer la coopération et de regrouper les entreprises du secteur. L'impression générale est que dans le secteur naval, la consolidation progresse plus timidement que dans d'autres pans de l'industrie de défense en Europe. Néanmoins, le nombre de grandes entreprises présentant des capacités de construction de navires militaires est passé de 17 à 11 au cours de la dernière décennie.

Cette consolidation est intervenue principalement au niveau national. Par exemple, au Royaume-Uni, les chantiers navals VT et Babcock ont fusionné, et Babcock a acquis les chantiers navals Devonport. Concernant les nouveaux porte-avions britanniques, tous les autres chantiers et fournisseurs ont été regroupés en une alliance nationale.

En France, Thales et Naval Group ont été restructurés. Naval Group a repris l'activité navale domestique de Thales. Thales, DCNS et Finmeccanica ont établi des coentreprises pour le secteur de la guerre sous-marine.

<sup>23</sup> Presentation by AgS, Naval Shipbuilding in Europe, 22.4.2021

Par ailleurs, le Français Naval Group et l'Italien Fincantieri ont créé la coentreprise à parts égales NAVIRIS dans le cadre d'un accord de gouvernement franco-italien. Les principales activités de Naviris concernent les projets d'acquisition à l'exportation ainsi que certains projets menés dans le cadre des programmes franco-italiens : rénovation en milieu de vie des quatre frégates de défense aérienne Horizon et projets de R&T comme les frégates légères European Patrol Corvette d'ici 2030.

En Allemagne, les trois chantiers navals (TKMS, Lürssen et German Naval Yards) participent à des programmes communs et parlent à présent de coopération. TKMS et Lürssen en Allemagne ont été contraints de collaborer pour la corvette Type 130 et la frégate Type 125.

Récemment, Lürssen a annoncé son souhait de conclure une coopération permanente dans la construction navale avec les chantiers navals allemands de Kiel. Les activités précédentes dans la construction navale de surface militaire et gouvernementale pourraient à l'avenir être intégrées dans une société commune sous la direction du groupe Lürssen basé à Brême.

Thyssenkrupp examine actuellement plusieurs options stratégiques pour son unité de navires de guerre, envisageant de l'associer à l'Italien Fincantieri ou de créer un champion national aux côtés d'homologues allemands. Dans l'ensemble, TKMS entend consolider l'industrie des chantiers navals en Allemagne et en Europe et souhaite jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. Dans un premier temps, un champion allemand pourrait être formé avec Lürssen ou les German Naval Yards, par exemple. Cette annonce intervient alors que TKMS a pris un nombre de commandes historiquement élevé jusqu'en 2030.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine et en considération des 100 milliards d'euros de fonds spécial annoncé pour l'expansion de la Bundeswehr, TKMS devrait se doter de capacités supplémentaires, et l'entreprise a déclaré qu'elle allait reprendre une partie des chantiers navals MV insolubles de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale.

À l'échelle européenne, il existe un grand nombre de projets de coopération incluant des programmes binationaux dans l'UE, tels que les frégates Horizon et FREMM, ainsi que des consortiums transatlantiques. Citons notamment la Force maritime européenne, « *une force maritime multinationale non permanente, préstructurée* », et le groupe de combat amphibie hispano-italien.

La coopération et l'intégration des capacités aux niveaux bilatéral et multilatéral se sont également développées, incluant des programmes de sensibilisation au domaine maritime tels que :

- la Coopération de surveillance Finlande-Suède, la Coopération de surveillance de la mer Baltique, le projet de surveillance maritime à long terme MARSUR de l'Agence européenne de défense ;
- des accords maritimes tels que la Force expéditionnaire conjointe dirigée par le Royaume-Uni, le groupe de travail naval suédois-finlandais, l'intégration navale belgo-néerlandaise BeNeSam, etc.

Trois programmes d'armement multinationaux ont été coordonnés et gérés par l'OCCAr, dont trois programmes navals:

- Programme de frégates européennes multi-missions – FREMM ;
- Navire de soutien logistique – LSS ;
- Programme de patrouilleur hauturier polyvalent – PPA.

En outre, l'AED gère 123 programmes et projets de R&T et capacités ad hoc, ainsi que quelque 240 autres activités.

## Conclusions

La pression exercée pour regrouper les capacités de construction navale militaire au niveau européen a orienté les discussions de la dernière décennie. Et la pression monte, puisque la Corée du Sud, le Japon et la Chine ont déjà entamé le processus de consolidation de leur construction navale. La mise en œuvre a échoué à plusieurs reprises en raison d'intérêts nationaux, principalement en France et en Allemagne. La situation a quelque peu évolué au cours des deux dernières années : premièrement, le Brexit a compliqué la coopération entre les entreprises européennes et britanniques, ainsi qu'entre les gouvernements. Et récemment, la guerre en Ukraine a entraîné une hausse significative de la demande.

Le constat général reste que le secteur présente des capacités excédentaires et comprend de trop nombreuses petites entreprises, ce qui signifie que des économies d'échelle sont inenvisageables. Cependant, par le passé, les États membres de l'UE ont aidé leurs industries navales à rester indépendantes. Toutes les options favorables à un secteur davantage consolidé en Europe dépendront de décisions politiques. En France et en Italie, une partie substantielle du consortium mené par Naval Group, Navantia et Fincantieri est détenue par les gouvernements de ces pays.

L'Europe doit encore faire face à de nombreux défis politiques : il appartient aux gouvernements de formuler des politiques de sécurité et de défense qui précisent clairement leur niveau d'ambition en matière de stratégies militaires. Les stratégies navales doivent être liées aux programmes de modernisation et d'approvisionnement correspondants. La consolidation et les développements futurs peuvent être soutenus par la dynamique du FED et de la CSP, de l'EDIPD et Horizon Europe. Il est nécessaire d'anticiper et d'intégrer les futurs programmes et priorités en matière de coopération, par exemple via les ministres de la Défense, dans les projets de CSP.

## 2.2 Le secteur aéronautique

L'Europe dispose d'une industrie aéronautique civile et militaire forte et compétitive comptant plus de 462 000 collaborateurs, pour un chiffre d'affaires total de 146,7 milliards d'euros (ASD 2021). Les marchés de la défense représentent 40 % du chiffre d'affaires total, avec 173 500 emplois en fonction des dépenses militaires. L'industrie aéronautique militaire en Europe produit une vaste gamme de systèmes aériens avec et sans pilote, y compris des avions de combat, des drones, des avions de transport et des hélicoptères.

Cinq maîtres d'œuvre intègrent et proposent des systèmes et services complets (Airbus, BAE Systems, Leonardo, Dassault et Saab), et davantage de fournisseurs de premier et deuxième rangs produisent des moteurs, des radars, des structures de cadre aérien, ainsi que des composants électroniques, logiciels et mécaniques.

Une grande partie de l'industrie est concentrée au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Italie, en Suède et en Espagne. Le développement ainsi que la copropriété dans l'industrie restent fortement influencés par la politique industrielle nationale et la propriété publique (en France, en Espagne, en Suède, en Italie et en partie aussi en Allemagne). Le secteur aéronautique compte plusieurs sous-secteurs dédiés aux aéronefs à voilure fixe, aux hélicoptères, aux missiles, à l'espace et aux moteurs.

Tableau 8 : Les grandes entreprises aérospatiales

Company	Country	SIPRI Ranking Top 100	Defense News Top 100	Turnover Mil. aerospace (TEuro) 2021	Share total turnover (%) 2021	Military employment aerospace	Total employment	Total Turnover (TEuro)	
BAE Systems <sup>1</sup>	UK		6	7	9.911.000	39	29.700	90.500	25.382.000
Cobham <sup>2</sup>	UK	n.a.	n.a.		700.000	30	2.500	8.000	2.540.000
Diehl <sup>3</sup>	GER	n.a.	n.a.		285.000	9	1.300	16.866	2.979.000
Indra <sup>4</sup>	Spain	n.a.		100	636.000	19	8.000	52.000	3.390.000
Leonardo (former Finmeccanica) <sup>5</sup>	IT	13	13		7.800.000	55	8.000	50.413	14.135.000
Safran <sup>6</sup>	FR	25	28		6.325	42	25.000	76.765	15.257.000
Saab <sup>7</sup>	Sweden	36	36		1.164.000	31	5.000	18.000	3.718.000
Airbus <sup>8</sup>	EU	13	12		10.186.000	19	24.034	126.495	52.149.000
Thales <sup>9</sup>	FR	14	16		2.950.000	40	20.000	83.000	16.200.000
Melrose <sup>10</sup>	UK	69	62		2.989.000	28	4.200	15.000	8.816.000
MTU <sup>11</sup>	GER		n.a.		1.200.000	25	2.500	10.508	4.188.000
RollsRoyce <sup>12</sup>	UK	22	25		2.000.000	24	6.600	44.000	12.920.000
Dassault Group <sup>13</sup>	FR	32	34		5.281	50	6.000	12.371	7.200.000
Meggit <sup>14</sup>	UK	95	78		728.000	50	4.500	9.000	1.749.000
MBDA <sup>15</sup>	GER	30	n.a.		3.200.000	100	11.000	11.000	3.200.000
Patria <sup>16</sup>	FIN	n.a.	n.a.		190.000	30	1.300	3.000	547.000
<b>Total</b>					<b>43.950.606</b>		<b>159.634</b>		

1) Annual Report 2021 BAE Systems plc

2.) Cobham Group Limited Annual report/ financial statements for the year ended 31. December 2021. Before sale of aerial refuelling business to Eaton according to Annual Report

4) Indra Investors Presentation

5) Leonardo Annual Report 2021

6) FY 2021 RESULTS February 24, 2022 All numbers for Aircraft Equipment, defence and Aerosystems (including civilian activities, but without Aerospace population, which also has military business)

7) Saab Annual & Sustainability Report 2021

8) Airbus FY Results 2021: Sales for Defence and Space 2021 according to annual report, but excluding military part Helicopter

9) Thales 2021 Universal Registration Document including the Annual Financial Report. Total turnover Aerospace 2021 4.4 Mrd. €, thereof 65% estimate military share

10) Melrose Industries PLC Data according to Annual Presentation 2021 for Aerospace Sector

11) MTU AERO ENGINES AG Geschäftsbericht 2021

12) Annual Report 2021 Rolls- Royce Holdings PLC. Total turnover defense 2021: 2.854 bil €, thereof 50% air systems

13) Annual Report 2021 Dassault Aviation

14) Annual Reports & Accounts 2021 Meggit

15) Annual Performance Summary Fiscal Year 2020

16) Annual Report Annual Review 2021 Patria

Nous estimons que près de 160 000 personnes sont directement employées par les plus grandes entreprises de ce secteur militaire. De nombreuses entreprises servent à la fois les marchés commerciaux et militaires. En moyenne, la dépendance à la défense se situe entre 40 et 50 % du chiffre d'affaires total. Seuls Saab et BAE mettent clairement l'accent sur les avions militaires. De plus, les activités militaires représentent une part significative du chiffre d'affaires d'un certain nombre d'entreprises spécialisées. C'est le cas de Cobham (Royaume-Uni), producteur d'équipements électroniques et de communication, et de MBDA (Allemagne), qui fabrique des missiles.

L'industrie aéronautique européenne a beaucoup progressé dans les programmes d'intégration et de défense collaborative. Il existe un vaste réseau de coopération entre entreprises et coentreprises, qui résulte de processus de consolidation soutenus par les États (par exemple, la création de l'ancien EADS et maintenant d'Airbus).

Dans le secteur aéronautique en particulier, les gouvernements nationaux reconnaissent désormais que le développement et la production de systèmes d'armes modernes sont trop chers pour être traités par un pays seul. Ainsi, les gouvernements ont insisté pour partager les coûts de développement et de production, et les entreprises ont ajusté leurs stratégies en conséquence.

Les programmes conjoints d'armement sont dès lors devenus pratique courante en Europe, et presque tous les projets d'approvisionnement d'avions militaires sont des initiatives conjointes entre plusieurs États européens. Ces programmes d'approvisionnement se sont concrétisés par l'aéronef franco-britannique JAGUAR, les jets Tornado, le jet Typhoon/Eurofighter, l'A400M et d'autres, généralement avec la participation du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Espagne.

MBDA est, avec Airbus, l'exemple d'une fusion transnationale majeure dans l'industrie aéronautique européenne. La société a été créée en décembre 2001 et réunit d'anciens concurrents de différents pays européens. Au moment de la fusion, l'environnement de marché européen dans le secteur des missiles semblait encourager l'intensification de la coopération pour diverses raisons. Le paysage des entreprises était très fragmenté. La concurrence internationale se renforçait parmi les acteurs établis, surtout américains (Raytheon et Lockheed Martin), d'autres acteurs européens (Thales, Diehl et Saab), ainsi que des entreprises d'autres régions du monde (Russie et économies de marché émergentes).

Dans le même temps, l'internationalisation et les exportations s'intensifiaient en raison d'une demande intérieure faible. Enfin, les nouvelles technologies nécessitaient des investissements accrus en R&D alors que, dans le même temps, les entreprises étaient contraintes de financer de plus en plus de projets avec leurs propres deniers. Le secteur des missiles apparaissait donc comme le candidat approprié pour une fusion transnationale majeure dans le domaine de la défense européenne. Le soutien politique de Londres et de Paris a finalement conduit aux Accords de Lancaster House en 2010 et aux premiers projets de missiles conjoints cofinancés par les deux pays (ANL/FASGW en 2008 et FCASW en 2017).

Graphique 12 : formation de MBDA<sup>24</sup>



Après la phase de consolidation consécutive à la fusion, la société, désormais bien établie et compétitive, présente un chiffre d'affaires de 3,2 milliards d'euros et compte 11 000 employés.

Cependant, d'autres initiatives de fusion et des coopérations moins strictes ont échoué. L'événement le plus marquant a été la tentative de l'ancien PDG d'EADS, Thomas Enders, de fusionner EADS et BAE en 2012. Du point de vue de la logique industrielle et technique, l'idée d'un programme européen unique regroupant les systèmes de combat en équipage et sans pilote est très séduisante. Des effets de synergie et des coûts d'approvisionnement réduits sont possibles, mais la discussion sur le prochain système de combat aérien du futur (SCAF) montre que le chemin est encore long. Tous les gouvernements des pays concernés n'étaient manifestement pas convaincus ou craignaient de perdre le contrôle technologique, et ont donc opposé leur veto au projet de fusion.

<sup>24</sup> <https://www.mbda-systems.com/about-us/history/>

## Programmes importants

### FCAS

Il existe encore deux initiatives concurrentes pour les avions de combat de nouvelle génération : Tempest et Future Combat Air System (FCAS). Le projet Tempest implique BAE Systems, Rolls-Royce, MBDA et la branche britannique du groupe de défense italien Leonardo. Il dispose d'un budget de 2,4 milliards d'euros, débloqué par le gouvernement britannique jusqu'en 2025, et de 1 milliard d'euros provenant des entreprises pour la même période. Tempest prévoit de remplacer son jet Eurofighter Typhoon à partir de 2040.

Parallèlement, la France, l'Allemagne et l'Espagne travaillent sur le projet FCAS pour remplacer le Rafale français et les Eurofighters allemands et espagnols. La deuxième phase du FCAS coûtera au total 3,6 milliards d'euros. Reste à savoir si les deux programmes pourraient fusionner à l'avenir.

Début 2022, l'Allemagne a décidé d'acheter 35 avions de chasse américains F-35 pour remplacer ses Tornados vieillissants. L'Allemagne a déclaré que cette décision n'influencerait pas le développement du FCAS, l'avion de chasse franco-allemand censé être prêt dans les années 2040, voire 2050.

### Drone européen

Il existe un deuxième programme important pour l'industrie : il s'agit de l'Eurodrone, un projet d'un montant de 7,1 milliards d'euros porté par un consortium qui inclut la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne et les entreprises Airbus Defence and Space, Dassault Aviation et Leonardo. Les premières livraisons du drone aérien sont attendues en 2029.

## Conclusions

Les ambitions de l'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'aérospatiale sont claires, mais la fragmentation industrielle et les impératifs nationaux contradictoires continuent de compliquer toutes les décisions. L'industrie européenne de défense ne se limite pas à cinq intégrateurs de systèmes. Elle dépend fortement des futurs programmes d'approvisionnement européens. Un problème générationnel se pose pour les avions de chasse en particulier, dans la mesure où les programmes actuels ne sont pas assez avancés pour remplacer à temps des générations vieillissantes d'avions de chasse.

Cela vaut également pour d'autres programmes. La production de l'avion de transport Airbus A400M sera interrompue bien avant la fin de la décennie. Par ailleurs, les principaux programmes européens de production d'hélicoptères militaires arrivent à leur terme. Alors que ces programmes sont arrêtés, on ne sait toujours pas comment les capacités existantes de l'industrie peuvent être utilisées.

Les perspectives de l'industrie aéronautique européenne dépendent fortement de nouveaux programmes communs d'approvisionnement, ainsi que de sociétés prospères, voire de nouvelles initiatives de consolidation. Il va sans dire que les industriels européens ne peuvent pas maintenir les capacités de recherche et de production existantes sur une base purement nationale. Les dépenses nécessaires sont trop élevées pour tout gouvernement national et le marché domestique est trop petit. Même avec les dépenses de défense actuellement annoncées pour faire face à la guerre en Ukraine, ces faits n'ont pas évolué.

## 2.3 Systèmes terrestres : principales entreprises européennes

Les forces armées terrestres constituent depuis toujours un pilier majeur de la politique de défense dans tous les pays européens de l'OTAN. Par conséquent, de nombreux États européens sont dotés d'une base industrielle militaire destinée à produire et entretenir les équipements. On compte quelque 10 entreprises majeures dans le secteur de l'armement terrestre. Six d'entre elles figurent dans le top 100 des entreprises de défense du SIPRI. Il existe des installations et des sites de maintenance de plus petite taille dans de nombreux pays de l'UE. Cependant, les principaux sites de production et sièges sociaux se trouvent au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Italie et en Finlande.

Les principaux fabricants de systèmes d'armes lourdes tels que les chars, l'artillerie et les véhicules blindés sont BAE Systems, Rheinmetall, KNDS (KMW et Nexter) et Leonardo. Précisons que l'entreprise américaine General Dynamics possède également des capacités de production en Europe. En outre, des entreprises comme Patria en Finlande, Thales et Diehl sont des fournisseurs de systèmes d'armes et de munitions pour les forces terrestres.

**Tableau 9 : entreprises majeures de systèmes terrestres**

Company	Country	SIPRI Ranking Top 100	Turnover Land sector 2020	Turnover Land sector (Euro) 2021	Share total turnover (%) 2021	Military employment land sector	Total employment	Total Turnover (Euro)
BAE Systems <sup>1</sup>	UK	6	3.445.000	3.720.000	16	14.500	90.500	23.251.000
Chemring Group <sup>2</sup>	UK	not listed	315.640	291.000	62	1.550	2.500	463.700
Diehl Defence <sup>3</sup>	GE	not listed	571.000	n.a.	19	2.797	16.866	2.979.000
General Dynamics Europe <sup>4</sup>	US	5		900.000	100	2.500	100.000	36.506.700
Leonardo <sup>5</sup>	IT	13	6.500.000	6.944.000	50	25.000	49.882	13.400.000
KMW/ Nexter <sup>6</sup>	GE/FR	70	2.400.000	2.400.000	100	8.270	8.270	2.400.000
Patria <sup>7</sup>	FIN	not listed		284.000	50	1.500	3.097	547.700
Rheinmetall <sup>8</sup>	GE	27	3.019.000	3.116.000	55	13.200	23.945	5.658.000
Thales <sup>9</sup>	FR	14		2.624.000	30	12.900	83.000	16.200.000
<b>Total</b>						<b>82.217</b>		

1) Annual report 2021 BAE Systems

2) Annual report 2021 for Chemring Defence total turnover, no share for land system available

3) Annual 2020 Diehl Defence: numbers for Diehl Defense total turnover; no share for land system available

4) Annual report 2021 GD, turnover land systems Europe own estimate

5) Annual 2020 Leonardo (turnover defense electronics & Security)

6) Website KNDS

7) Annual report 2021 Patria, Land Systems including Service ammunition

8) Website and annual report 2021 Rheinmetall, numbers for Land system include only weapons and ammunition

9) Annual report 2021 Thales, turnover for defense and security segment 54%, thereof land systems own estimate 30%

En 2021, BAE, le plus grand constructeur de défense en Europe, était aussi la plus grande entreprise spécialisée dans les systèmes terrestres. Cependant, toutes les données relatives au chiffre d'affaires et à l'emploi dans un secteur spécifique comme les systèmes d'armement terrestre ne sont que des estimations approximatives. De nombreuses entreprises comme Leonardo ne sont pas distinctes des divisions des forces armées et sont intégrées à l'électronique militaire et aux munitions dans les chiffres rapportés.

On estime entre 100 000 et 110 000 le nombre de personnes employées directement dans le secteur de la défense terrestre. Le nombre d'emplois directs pour les neuf premières entreprises de l'UE s'élève à un total de 65 900. À l'échelle régionale, les plus grandes capacités de production se situent en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Les entreprises européennes du secteur terrestre fabriquent un large éventail de systèmes d'armes modernes concurrentiels, dont l'artillerie, les MBT, les VBCI, les petites armes et les munitions. Bon nombre d'entreprises affichent d'excellents résultats dans leurs exportations d'armes. En effet, seule une quantité réduite de tanks, par exemple, était nécessaire par le passé pour couvrir la demande européenne. Par conséquent, l'exportation a toujours été un prérequis à la fabrication en grandes séries. Par rapport à la demande européenne totale des 30 dernières années, on dénombrait un nombre excessif de fabricants dont les lots de production étaient extrêmement réduits.

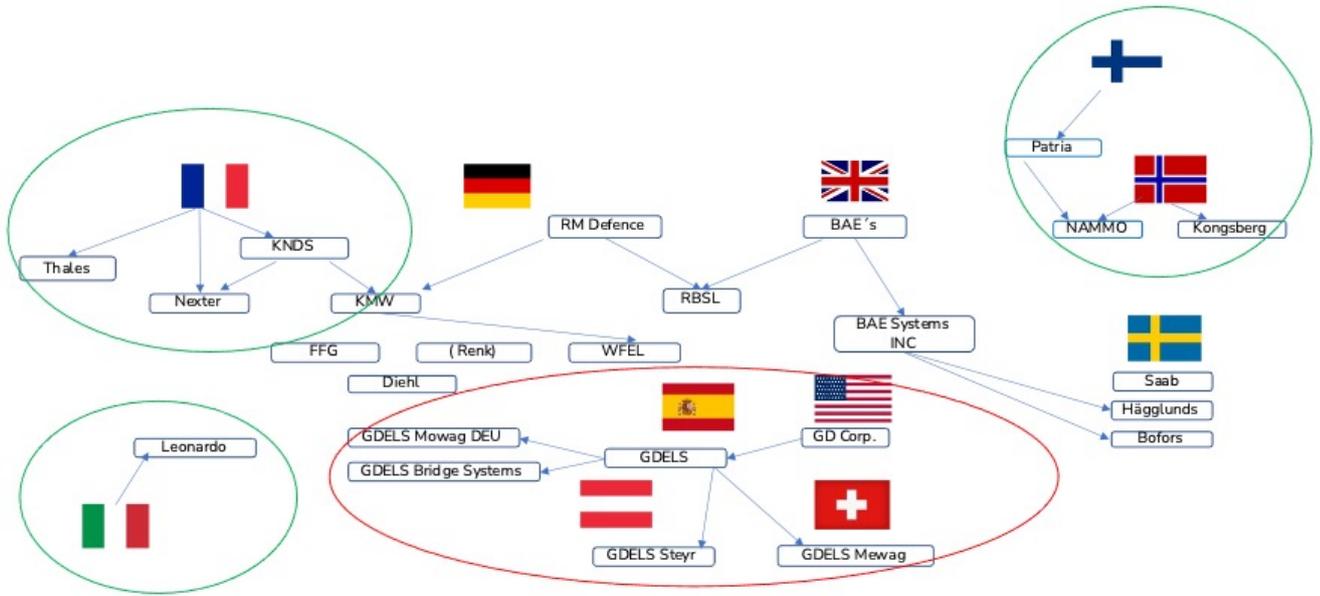
Malgré les processus de consolidation et de fusion (le plus marquant étant la coopération de Nexter et KMW), le marché européen des équipements terrestres est dominé par les décisions nationales en matière d'approvisionnement et la demande domestique. Les processus de consolidation sont intervenus principalement à l'intérieur des frontières nationales. Les deux exceptions concernent, d'une part, les activités d'acquisition de General Dynamics qui ont débuté en 2001 avec l'acquisition de Santa Barbara Systema en Espagne, Mowag en Suisse en 2004 et EWK Kaiserslautern et FWW Fahrzeugwerke Berlin en Allemagne en 2018 et, d'autre part, la fusion de Nexter (France) et KMW (Allemagne) en 2015. Outre ces fusions, il existe plusieurs structures de coopération intégrées à de nombreux grands projets d'approvisionnement et impliquant presque toutes les entreprises. Citons par exemple la coopération entre Rheinmetall, KMW et Nexter sur le futur système principal de combat terrestre (MGCS) ou la coentreprise entre Rheinmetall et BAE formant la société Rheinmetall BAE Systems Land Limited. Fin 2021, des rumeurs circulaient selon lesquelles KNDS souhaitait racheter les entreprises OTO Melara et Wass à la société d'armement italienne Leonardo.

La question de la propriété est pertinente dans tous ces cas. La part de propriété étrangère est limitée parmi les entreprises établies en Europe : les exceptions sont BAE Systems, qui a acquis Haggelunds et Bofors (marques suédoises), et les activités précédemment mentionnées de General Dynamics (propriété de MOWAG (Suisse), Santa Barbara Espagne, Santa Barbara Allemagne, FWW et Steyr Daimler (Autriche)). La propriété publique occupe une place importante dans le secteur en France, en Italie et en Finlande. Par rapport aux grandes entreprises américaines, la structure industrielle en Europe reste dominée par des acteurs de taille moyenne, les fournisseurs étant souvent des PME. Ces entreprises spécialisées dans les systèmes terrestres sont souvent très dépendantes des revenus de la défense. Cependant, une vaste part de la production des entreprises allemandes comme Diehl et Rheinmetall est dédiée au civil.

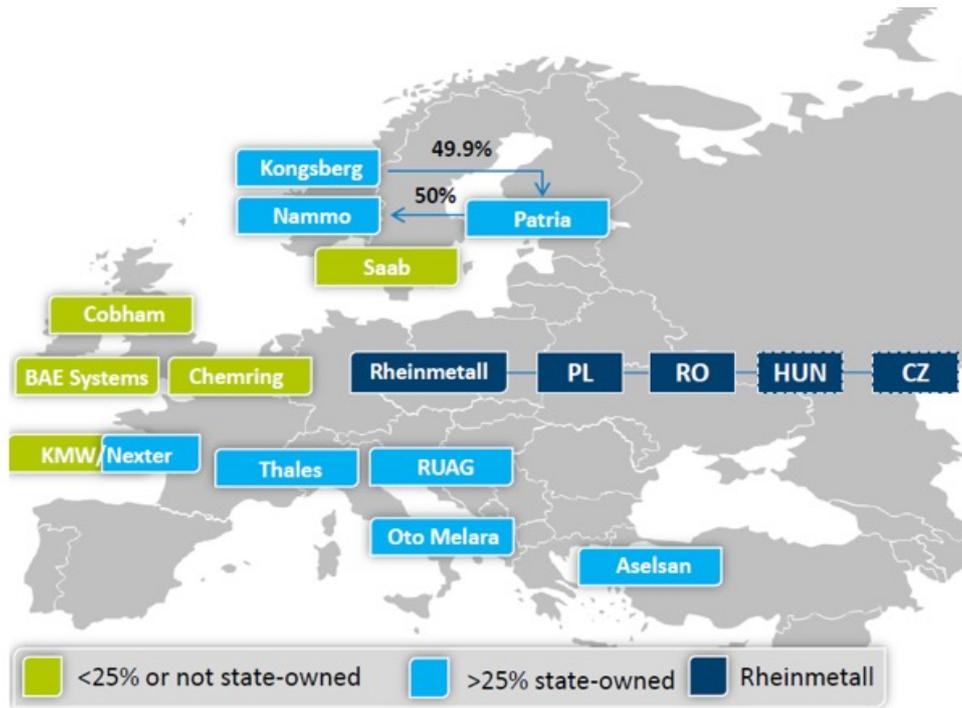
Les armées européennes ont essayé plusieurs programmes communs de développement et d'approvisionnement au cours des 30 dernières années, obtenant des résultats mitigés. Des initiatives MBT (char de combat principal) et des programmes conjoints VBCI (Boxer, Leopard) ont été lancés, mais se sont heurtés à des problèmes financiers et technologiques.

Compte tenu du coût lié à un nouveau char de combat principal, il était clair pour l'industrie, avant la guerre en Ukraine, que les États européens développeraient et acquerraient un nouveau système unique. Cet objectif pourrait évoluer ces prochaines années. En effet, la demande de systèmes existants de chars et véhicules blindés est en très forte hausse, avec un nombre croissant de commandes pour tous types de systèmes. La pression économique immédiate liée à l'achat d'un seul système n'est plus d'actualité. Rheinmetall a déjà annoncé une croissance annuelle de 10 % de son chiffre d'affaires et cherche à engager plus de 3000 personnes supplémentaires.

Graphique 13 : Schéma de coopération européenne dans les systèmes terrestres<sup>25</sup>



Graphique 14 : Propriété publique versus propriété privée<sup>26</sup>



25 Données provenant des sites Web des entreprises, toutes les entreprises ne sont pas représentées et l'illustration met uniquement en évidence les liens entre entreprises

26 Syndex, Atelier de présentation à Munich, janvier 2022

## Principaux projets d'approvisionnement dans les pays sélectionnés et structures de coopération existantes : MGCS – Système principal de combat terrestre

Ce programme militaire vise à remplacer le Leclerc et le Léopard II d'ici 2045 : le MGCS est basé sur une gamme de véhicules de combat de séries et poids divers dotés d'armements variés.

Il s'agit d'un programme franco-allemand mené sous la direction de l'Allemagne, qui présente un très haut degré d'innovation technologique. Aujourd'hui, trois industriels (Nexter et KMW - KNDS - ainsi que Rheinmetall) sont impliqués, et il est probable que d'autres pays et fabricants les rejoignent.

C'est un programme structuré selon le principe du « meilleur athlète » : le secteur industriel le plus reconnu dans chaque projet prend la direction du programme. Cependant, la répartition des tâches et des spécialisations n'est pas évidente et bloque actuellement l'avancement du programme.

Le programme MGCS est actuellement au début de la phase 2 : le premier contrat, qui coûte 30 millions d'euros aux deux pays, a fait l'objet d'une mise en service en 2020 et devrait durer 18 mois. Cependant, la phase la plus coûteuse et significative (SADS 2) n'a pas encore commencé, notamment parce que la répartition des piliers entre les industriels n'est pas encore décidée.

Plusieurs pays ont déjà formulé des demandes : Pologne, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Suède et Belgique. Certains sont intégrés au « Leopard Club » et seraient très intéressés à participer au programme. Derrière ces pays, de nouveaux industriels pourraient ainsi faciliter le développement grâce à leur expertise dans un ou plusieurs aspects du programme.

Même au niveau de la paire franco-allemande, KNDS et Rheinmetall ne resteront certainement pas les seuls à participer au MGCS : en France, des entreprises telles que Arquus (moteurs, robotique et maintenance), Thales (capteurs), Cilas (lasers et capteurs) ou encore MBDA (missiles) et Safran (capteurs et optronique) ont fait part de leur intérêt. En Allemagne, il s'agirait de Hensoldt pour le secteur des capteurs ou de Diehl Defence pour la protection.

Certains de ces industriels sont déjà impliqués dans le SCAF. Certains ont même pris les commandes dans des piliers particuliers (participation de Thales, Safran, MBDA et Hensoldt). Le MGCS alimente donc les importantes perspectives sur le marché européen de la défense.

## Conclusions

Sur le plan régional, le secteur des systèmes terrestres est réparti dans davantage de pays européens que d'autres secteurs, bien que les pays dominants soient ici aussi le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. La guerre menée par la Russie en Ukraine a modifié de manière décisive le point de vue des fabricants de systèmes terrestres à deux égards : tout d'abord, l'importance des systèmes de défense terrestre s'est accrue en raison du type de guerre menée en Ukraine. Ainsi, les pays de l'OTAN souhaitent augmenter rapidement la capacité de leurs chars et véhicules blindés. Deuxièmement, la pression sur les budgets militaires, en particulier les budgets d'approvisionnement, est remplacée par la mise à disposition de financements supplémentaires (du moins, si les annonces se concrétisent). Pour le processus de consolidation, cela pourrait signifier soit la nécessité d'une coopération renforcée pour répondre à la nouvelle demande, soit une nationalisation accrue du processus de passation des marchés.

## 2.4 Électronique de défense

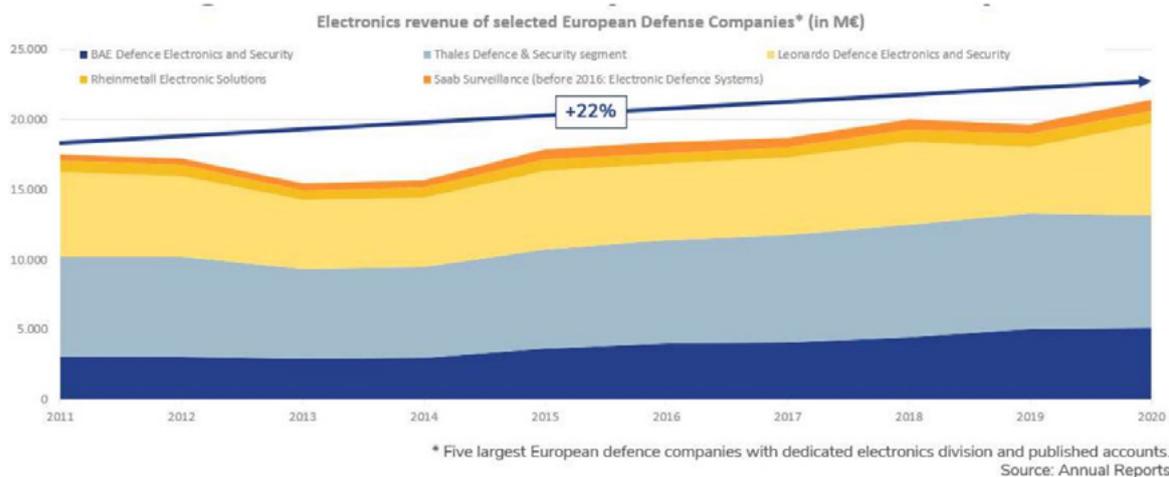
L'électronique occupe une place de plus en plus importante dans les systèmes de défense. Aujourd'hui, les composants électroniques font partie de presque tous les systèmes d'armes et équipements. L'innovation permanente dans les technologies d'armement se caractérise par l'impact grandissant de l'informatique, des ordinateurs et de l'électronique en général. L'utilisation de drones et d'armes autonomes, le potentiel d'Internet et les progrès de l'électronique intelligente transforment la guerre de façon radicale. Aujourd'hui, l'électronique et l'informatique fournissent les technologies essentielles aux besoins de défense. Les fonctions des systèmes d'armes dépendent de plus en plus des sous-systèmes électroniques de guidage, communication et contrôle. Sur les champs de bataille modernes, les armes à feu et les chars ont été remplacés par des missiles à longue portée et des drones, de sorte que la guerre du futur s'annonce autonome et robotisée<sup>27</sup>.

Si les équipements militaires électroniques sont fabriqués comme des ensembles autonomes d'équipements, ils sont de plus en plus intégrés dans toutes les formes de systèmes d'armes comme les technologies de commande, de contrôle, de communication, d'informatique, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (C4ISR). Le champ de bataille s'élargira et deviendra de plus en plus transparent. Les armes auront une portée, une précision et une létalité plus grandes, et on assistera à la montée en puissance de systèmes autonomes, y compris de drones armés.

Ainsi, le marché de l'électronique militaire n'a cessé de croître au cours des dernières décennies. En atteste la part croissante des équipements électroniques et de communication présents dans tous les systèmes d'armes.

Graphique 15: L'importance croissante de l'électronique militaire<sup>28</sup>

### In the past ten years, electronics have generated increasing turnover for Europe's defence companies



Le secteur de la défense dans son ensemble est contraint de s'adapter face aux nouvelles possibilités technologiques qu'offrent les ordinateurs, la collecte des données, le traitement optique du signal, les technologies de communication et Internet. Cette nécessité d'adaptation concerne non seulement l'amélioration des capacités associées des systèmes d'armes, mais aussi la recherche d'options stratégiques totalement nouvelles pour la guerre. L'électronique militaire offre un vaste arsenal de possibilités techniques inédites.

<sup>27</sup> La guerre actuelle en Ukraine montre l'importance des capacités « traditionnelles ». Cependant, cela ne change rien au fait que la tendance technologique à long terme sera marquée par des systèmes plus autonomes.

<sup>28</sup> Wmp consult, data from companies' websites, own calculations

Le fonctionnement de presque tous les systèmes complexes d'armes dépend de systèmes électroniques pour le ciblage, la communication et le contrôle des effets d'armes.

Dans un contexte marqué par la croissance rapide des marchés de l'électronique commerciale, on observe un changement radical dans les dépenses de recherche. Concernant l'électronique, on investit bien plus d'argent dans le commerce que dans la recherche militaire. Par conséquent, les technologies introduites dans le secteur commercial ne sont pas encore utilisées pour des besoins militaires, ou, au mieux, l'armée constitue un utilisateur de second plan.

Du côté de la fabrication, il est de plus en plus difficile d'identifier clairement les fabricants d'électronique utilisée à des fins militaires. Le secteur de l'électronique de défense peut être subdivisé en trois parties :

- Tout d'abord, les fabricants d'articles électroniques spécifiques à l'équipement militaire (comme l'aviation et les systèmes de guidage de précision) ;
- Deuxièmement, les grands fournisseurs de systèmes de défense qui ont développé leurs propres capacités en électronique ;
- Troisièmement, les fournisseurs de produits commerciaux modifiés pour répondre aux besoins militaires, ou intégrés sans être adaptés dans les systèmes militaires (dans les armes, la logistique ou autres opérations militaires).

Toute cartographie de l'industrie est confrontée à deux problèmes : il n'existe pas de définition officielle de l'industrie de l'électronique militaire, ni de listes « officielles » reprenant les composants électroniques de défense. Par conséquent, le tableau suivant qui dresse la liste des entreprises européennes est loin d'être complet et ne montre que les entreprises qui offrent des solutions de produits clairement militaires et un savoir-faire dans ce domaine.

**Table 10: Major Military Electronic Companies**

Company	Country	SIPRI Ranking Top 100	Defense Top 100	Turnover electronics (Euro) 2021	Share total turnover (%) 2021	Military employment electronics	Total employment	Total Turnover (Euro)
BAE Systems <sup>1</sup>	UK	6	7	4.527.000	16	14.500	90.500	23.251.000
Cobham <sup>2</sup>	UK	n.a.	n.a.	500.000	70	3.000	4.000	700.000
Hensoldt <sup>3</sup>	GER	78	64	1.474.000	100	6.316	6.316	1.474.000
Indra <sup>4</sup>	Spain	n.a.	100	636.000	19	10.000	52.000	3.390.000
Leonardo <sup>5</sup>	IT	13	13	6.944.000	50	25.000	50.413	14.135.000
Safran <sup>6</sup>	FR	25	28	2.000.000	10	7.000	76.765	15.257.000
Saab <sup>7</sup>	Sweden	36	36	1.420.000	32	5.400	18.000	3.718.000
Rheinmetall <sup>8</sup>	GE	27	29	931.000	20	5.000	25.000	5.658.000
Thales <sup>9</sup>	FR	14	16	8.085	56	8.000	83.000	16.200.000
QinetiQ <sup>10</sup>	UK	80	66	800.000	50	3.000	6.500	1.498.000
Ultra Electronics <sup>11</sup>	UK	n.a.	83	450.000	60	2.500	4.500	850.000
<b>Total</b>				<b>19.690.085</b>		<b>89.716</b>		

1) Annual report 2021 BAE Systems

2) Cobham Group Limited Annual report/ financial statements for the year ended 31. December 2021

3) Annual Report 2021 Hensoldt

4) Indra Investors Presentation

5) Leonardo Annual Report 2021

6) FY 2021 RESULTS February 24, 2022

7) Saab Annual & Sustainability Report 2021

8) Annual Report 2021 Rheinmetall

9) Thales 2021 Annual Financial Report

10) QinetiQ Group INC Annual & Accounts 2021

11) Ultra Annual & Accounts 2021

Les principaux fournisseurs sont BAE, Thales, Leonardo, Safran, Rheinmetall, Saab, Indra et Hensoldt. Le dénominateur commun entre les stratégies des entreprises est qu'elles ont toutes reconnu l'importance grandissante de l'électronique. Les entreprises réagissent d'une part en renforçant ces capacités, et d'autre part en se spécialisant ou en créant des spin-offs.

Dans le domaine de l'électronique militaire, on ne dispose que d'une estimation du nombre d'emplois et du chiffre d'affaires associé. L'électronique ayant une fonction transversale et de liaison, la plupart des principaux intégrateurs de systèmes de l'UE ont des compétences en électronique militaire.

Par le passé, on comptait moins de propriétés publiques dans ce pan de l'industrie militaire. Cependant, comme l'illustrent la décision de l'Allemagne d'acquérir des actions Hensoldt et le rôle de l'Italie dans Leonardo, on assiste à une prise de conscience croissante du rôle stratégique joué par l'électronique dans la politique de défense et de sécurité.

Les entreprises européennes proposent des produits et composants qualitatifs et de pointe dans de nombreuses applications telles que les systèmes de défense aérienne, les radars, les sonars, l'avionique, ainsi que le C4I. Au cours des dernières décennies, de nombreux observateurs du secteur ont noté la montée en puissance d'entreprises américaines dans le domaine des technologies informatiques.

## Fusions et acquisitions récentes dans le secteur de l'électronique

Le secteur de l'électronique militaire a connu une série de fusions et d'acquisitions dans plusieurs pays européens. C'est le cas de la création de Hensoldt en Allemagne, qui illustre parfaitement l'évolution complexe de l'industrie militaire en Europe. Hensoldt était auparavant une subdivision de la partie Défense et Espace du groupe Airbus. Airbus l'a cédée à l'investisseur en capital-investissement KKR, qui a ensuite rendu l'entreprise publique après une phase de détention relativement brève.

Cependant, des regroupements d'envergure ont eu lieu dans ce sous-secteur, avant même la spin-off d'Airbus. Par conséquent, on retrouve des parties de Dornier, MBB, Zeiss et d'autres entreprises dans la société faîtière Hensoldt.

Aujourd'hui, l'entreprise est un fournisseur majeur de radars, d'optronique, de traitement de données propres à la défense, etc., présentant un chiffre d'affaires de 1,1 milliard d'euros (2020). Le gouvernement allemand détient une participation de 25 % dans la société Hensoldt, tout comme l'entreprise de défense italienne Leonardo.

Hensoldt assiste à la hausse de la demande mondiale de produits militaires dédiés à l'optronique, aux communications et au traitement de données, et en tant que fournisseur de solutions de capteurs, elle mise sur une stratégie de croissance nationale, européenne et internationale. La société participe à des programmes d'Europe centrale tels que FCAS, le projet de char de combat, et d'autres.

En 2020, la société de capital-investissement américaine Advent a acquis l'entreprise britannique Cobham, qui occupait une solide position de marché en ce qui concerne l'électronique militaire et la technologie stratégique de ravitaillement air-air des avions militaires (pour un chiffre d'affaires de 4 milliards de livres sterling). Dans les 18 mois suivant l'acquisition, Advent a vendu plus de la moitié des activités de Cobham, y compris le secteur du ravitaillement. Cependant, fin 2021, Advent et Cobham ont annoncé le rachat de la société de défense Ultra Electronics Holdings Plc par Cobham Ltd pour un montant de 2,57 milliards de livres sterling (3,4 milliards d'USD).

Ultra Electronics Holding Plc fabrique plusieurs solutions électroniques et techniques pour la défense et l'aérospatiale. L'entreprise compte 4500 collaborateurs et propose des services de cybersécurité, de surveillance tactique et des dispositifs de communication high-tech. Les deux entreprises offrent des technologies complémentaires dans des domaines tels que les communications radio et la cybersécurité.

La transaction fait partie des regroupements en cours sur le marché britannique. Ainsi, le groupe britannique d'aérospatiale et de défense Meggitt est également convoité par des sociétés de capital-investissement américaines.

## Conclusions

L'importance de l'électronique croît rapidement dans le secteur militaire pour plusieurs raisons. Les aspects suivants sont essentiels : depuis quelques décennies, le commandement, la communication, le contrôle et le renseignement occupent une place de premier plan dans la guerre moderne. La part de ces systèmes présents sur toutes les grandes plateformes d'armes telles que les avions de chasse, les systèmes navals et terrestres a augmenté pour atteindre au moins 30 % du coût total du système d'armes. Dans de nombreux cas, elle est beaucoup plus élevée. Les options qui seront mises à disposition dans le futur pour les champs de bataille automatisés renforceront l'importance des capacités électroniques dans les systèmes d'armes. De nouvelles capacités de « guerre électronique » en tant qu'option militaire modifieront au moins les scénarios des conflits incluant le recours à des systèmes d'armes plus sophistiqués. Les cercles d'innovation dans les technologies de l'information et l'électronique accéléreront l'émergence de systèmes d'armes innovants.

L'industrie réagit à ces évolutions. Presque tous les grands acteurs classiques de l'industrie ont développé des capacités spéciales de recherche et de production dans le domaine de l'électronique. Dans le même temps, les entreprises ont tendance à se spécialiser, comme l'illustre notamment Hensoldt. Spin-off d'Airbus financée par le capital-investissement, la société peut se vanter d'une introduction en bourse réussie et enregistre une croissance régulière de son chiffre d'affaires, largement due aux acquisitions mondiales. En raison de la grande complexité des systèmes et des dépenses associées en recherche et développement, on observe dans l'industrie une tendance à la consolidation, qui, comme dans le cas de Hensoldt, crée des entreprises s'implantant partout en Europe et dans le monde.

Outre les acteurs « classiques », de nombreuses entreprises civiles, principalement basées aux États-Unis, sont également actives sur le marché de l'électronique militaire. Il s'agit notamment des fameux GAFAM (Alphabet [Google], Amazon, Meta [Facebook], Apple et Microsoft). Il est extrêmement difficile de donner une définition précise du secteur en raison de l'absence de frontières clairement établies entre activités civiles et militaires, ainsi que du nombre élevé de petites et moyennes entreprises (PME). Il n'est donc pas possible de donner des chiffres précis sur le chiffre d'affaires ou l'emploi.

Ces contours flous et la diversité des entreprises impliquées posent également problème pour la représentation des travailleurs. Alors que les travailleurs de l'industrie de la défense sont généralement bien organisés en syndicats, l'expérience montre que la représentation des intérêts est plus faible dans les petites entreprises. Beaucoup parmi les principaux géants technologiques fonctionnant à l'américaine sont ouvertement antisyndicaux et rejettent les conventions collectives à chaque fois qu'ils le peuvent. Il semble donc que la mise en réseau des intérêts des travailleurs entre les secteurs militaire et civil et au-delà des frontières nationales sera l'une des principales missions syndicales dans les années à venir.

## III. Conclusion : défis à venir pour l'industrie européenne de défense et perspectives d'emploi en Europe

### 1. Dix réflexions sur le statut actuel et l'avenir de l'industrie européenne de défense

#### 1 – On s'attend à une forte hausse et à un boom

La guerre en Ukraine a radicalement transformé le paysage sécuritaire en Europe, et des décisions importantes ont été prises quant à la nécessité d'investir davantage dans les forces armées des pays de l'UE et de l'OTAN. Les dépenses militaires augmenteront à court et moyen terme et on peut s'attendre à ce que l'objectif de l'OTAN de dépenser au moins 2 % du produit intérieur brut soit dépassé dans de nombreux cas. Cela impliquera une hausse de l'approvisionnement, qui entraînera à son tour une augmentation des commandes pour l'industrie de défense. Ces investissements accrus dans la défense ne se limitent pas à la seule Europe. En réaction à la guerre en Europe et à l'intensification de la concurrence sino-américaine, les pays asiatiques ont également investi dans leur secteur militaire.

Nous nous attendons donc à une forte hausse des dépenses militaires et à un boom dans l'industrie de défense qui durera au moins une décennie.

#### 2 – Tendances parallèles : retour à l'armement « traditionnel » et automatisation du champ de bataille

La guerre menée par la Russie en Ukraine a modifié de manière décisive le point de vue des fabricants de systèmes terrestres et d'armements « traditionnels » à deux égards : tout d'abord, l'importance des systèmes de défense terrestre s'est accrue en raison du type de guerre menée en Ukraine. Les pays de l'UE vont rapidement augmenter la capacité de leurs chars et blindés. Deuxièmement, la pression sur les budgets militaires, en particulier les budgets d'approvisionnement, est remplacée par la mise à disposition de financements supplémentaires. Parallèlement, le développement de systèmes d'armes se caractérise par l'intégration permanente de nouvelles technologies, notamment électroniques et informatiques. La guerre autonome et robotisée et la collecte de données en temps réel devraient jouer un rôle majeur dans les années à venir.

Par conséquent, les producteurs traditionnels de défense ont à présent un potentiel de croissance historique, mais dans le même temps, ils sont contraints d'investir dans les nouvelles technologies et l'informatique, faute de quoi ils perdront du terrain face aux nouveaux venus.

#### 3 – Frontières floues entre technologies commerciales et militaires

La croissance colossale de l'électronique commerciale et des technologies de l'information a brouillé les frontières entre les secteurs de la défense et du commerce. Les développements commerciaux sont intéressants pour les systèmes d'armes et s'appliquent de plus en plus au développement de la défense. On observe un essaimage des technologies commerciales. De nombreux grands producteurs de défense font appel à des fournisseurs commerciaux ou ont réagi en acquérant ou en développant des divisions électroniques spécialisées. De plus, bon nombre de fournisseurs informatiques de premier plan, notamment aux États-Unis, sont en concurrence pour décrocher des contrats de défense.

Par conséquent, les frontières entre les fabricants de défense traditionnels et les fabricants commerciaux deviennent de plus en plus floues, comme c'est le cas entre les technologies commerciales et de défense.

#### **4 – Entre européanisation croissante et poursuite des intérêts nationaux**

Depuis des décennies, l'UE s'interroge sur son rôle dans les questions de défense, mais ces dernières années, elle a renforcé son influence et ses compétences. Soulignons que les États membres de l'UE ne parlent pas d'une seule voix en matière de défense. Il existe des différences entre les pays nordiques, d'Europe de l'Est et de l'Ouest, non seulement sur la stratégie, mais aussi quant à savoir dans quelle mesure l'UE devrait avoir une politique de défense intégrée. La boussole stratégique de l'UE vise à surmonter ces différentes approches. Les politiques d'approvisionnement dans les pays européens ont toujours été guidées - et le restent - par la priorité accordée aux champions nationaux. Les forces armées des pays de l'UE exploitent de nombreux types concurrents et variés de systèmes d'armes. Malgré des engagements réguliers en faveur de l'européanisation des projets d'armement, l'approvisionnement intervient encore largement à l'échelle nationale plutôt qu'au niveau de l'UE ou de l'OTAN européen. Cela s'explique essentiellement par les politiques industrielles et technologiques nationales. Les intérêts des États prévalent souvent lorsqu'il s'agit de protéger les emplois et de partager la technologie. On assiste dans le même temps à une évolution régulière vers plus de coopération et à la poursuite de la nationalisation.

Notre conclusion : la politique de sécurité et de défense nationale en Europe n'est plus une option réaliste, même si la coopération européenne reste un processus lent et laborieux. En raison de la guerre en Europe, les discussions sont de plus en plus axées sur une politique de sécurité et de défense de l'UE plus indépendante, et éventuellement sur le rôle accru joué dans la défense par la Commission européenne.

#### **5 – Compétences technologiques à la pointe et écarts comparatifs**

Beaucoup d'entreprises européennes affichent de très bons résultats dans l'exportation d'armes. Ce succès traduit leur compétitivité technologique sur le marché mondial. C'est notamment le cas pour les navires (sous-marins, frégates et patrouilleurs rapides) et certains systèmes terrestres. Dans d'autres domaines tels que les avions de chasse et les hélicoptères, ainsi que dans certains secteurs de l'électronique militaire, les entreprises européennes sont à la traîne par rapport à leurs pendants américains qui dominent la production mondiale de défense.

C'est, entre autres, le résultat de programmes d'approvisionnement nationaux relativement petits et d'une base industrielle de défense de l'UE fragmentée.

#### **6 – Base industrielle de défense trop petite et trop fragmentée**

Vingt-cinq producteurs inclus dans le top 100 des entreprises mondiales de défense sont situés en Europe, contre 41 aux États-Unis. En moyenne, les entreprises européennes sont nettement plus petites que leurs concurrentes américaines. Cela est dû en partie à une demande limitée dans les pays de l'UE, mais aussi à l'absence de projets communs et aux déficits en matière de coopération. Le problème est exacerbé par l'incertitude persistante sur le rôle futur de la Grande-Bretagne après le Brexit, qui peut influencer de nombreux aspects de la défense européenne et de l'industrie européenne de l'armement. On observe ces deux dernières décennies une tendance à la consolidation des entreprises. Cependant, la mise en œuvre systématique d'une base industrielle de défense commune en Europe a échoué à plusieurs reprises face à l'intérêt national.

Par conséquent, les problèmes structurels de l'industrie européenne de l'armement n'ont pas été résolus. La hausse actuelle de la demande ne fait que déplacer les déficits structurels vers l'avenir.

## 7 – Répartition inégale de la localisation des entreprises

La carte régionale européenne des entreprises productrices d'armes montre un net déséquilibre entre l'Est et l'Ouest. Les plus grandes entreprises sont toutes situées en Europe de l'Ouest, surtout en France, en Allemagne, en Italie et en Espagne (et au Royaume-Uni, qui a quitté l'UE), ces pays ayant les budgets de défense les plus élevés d'Europe. Par conséquent, les industries fournisseurs de deuxième et troisième rangs sont elles aussi réparties principalement dans ces États d'Europe occidentale.

Nous concluons que, à moins que les intérêts nationaux ne soient dépassés, ce déséquilibre dans la localisation des fabricants de défense est susceptible de se répéter, ce qui constitue un obstacle à la coopération systématique en matière d'approvisionnement dans l'UE.

## 8 – Politiques d'exportation non coordonnées : mondialisation accrue et dépendance à l'exportation

Compte tenu de la taille du marché de la défense dans l'UE, les producteurs de défense dépendent des exportations d'armes vers le marché mondial. Les exportations sont devenues incontournables pour toutes les grandes entreprises de défense si elles souhaitent garantir l'occupation de leurs capacités existantes. Dans le même temps, la mondialisation s'est accrue, car les entreprises fabriquent de moins en moins en interne et s'approvisionnent auprès de sous-traitants du monde entier. Ainsi, le paysage des chaînes d'approvisionnement se fait plus complexe et le réseau des sous-traitants et fournisseurs, souvent issus de plusieurs pays, se diversifie. Malgré plusieurs engagements, les politiques d'exportation d'armes de l'UE demeurent non coordonnées et leurs restrictions varient fortement.

Notre conclusion : les producteurs européens de défense dépendent du marché mondial. Aujourd'hui encore, les lois nationales réglementent ces exportations. Une coopération accrue en Europe exigera des lois ou des directives européennes communes pour réglementer les exportations.

## 9 – Goulot d'étranglement : manque de personnel qualifié et besoin d'une représentation syndicale

Pour répondre adéquatement au véritable boom que connaît l'approvisionnement en matière de défense, la plupart des entreprises de défense doivent employer plus de personnel et surtout, du personnel hautement qualifié. Cependant, ces qualifications ne sont pas facilement disponibles. Les syndicats sont aux prises avec les conséquences de la consolidation et les solutions européennes, qui auront une incidence sur la distribution régionale et sur les emplois dans certaines parties de l'industrie. Les contours flous, la fragmentation de l'industrie et la diversité des entreprises impliquées constituent également un défi pour la représentation des travailleurs. Alors que les travailleurs de l'industrie de défense sont généralement bien organisés en syndicats, l'expérience montre que la représentation des intérêts est plus faible dans les petites entreprises.

Il semble donc que la mise en réseau des intérêts des travailleurs entre les secteurs militaire et commercial et au-delà des frontières nationales sera l'une des principales missions syndicales dans les années à venir.

## 10 – Restrictions financières : toutes les promesses peuvent-elles être tenues ?

Les décisions et les annonces concernant une augmentation des budgets de défense laissent présager la croissance de l'industrie de défense. Cependant, on déplore des difficultés grandissantes liées au financement de la politique européenne dans le secteur de la défense en raison du déficit budgétaire élevé pendant la crise du coronavirus et des craintes d'une récession économique. De plus, comme les armes sont de plus en plus complexes, leur coût unitaire va continuer à augmenter.

Cette évolution des prix a pour conséquence que les quantités d'armes achetées seront réduites d'une génération à l'autre. La baisse de production entraînera à son tour une sous-utilisation des capacités ou une dépendance aux exportations.

## 2. Analyse des forces et faiblesses, opportunités et menaces

Pour une lecture rapide : voici un résumé des forces et faiblesses, des opportunités et des menaces pour l'industrie européenne de défense.

Graphique 16 : analyse SWOT

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Base industrielle efficace dans tous les sous-domaines</li> <li>• Technologiquement à la pointe de la performance dans de nombreux domaines à travers le monde</li> <li>• Entreprises capables d'intégrer des systèmes dans tous les sous-domaines</li> <li>• Intégration fonctionnelle dans les filières industrielles commerciales</li> <li>• Performances spéciales dans la construction de sous-marins, avions de combat, construction de chars, artillerie et armes légères</li> <li>• Effectif qualifié avec une forte proportion d'ingénieurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De nombreux systèmes d'armes concurrents</li> <li>• Fluctuation cyclique de l'utilisation des capacités</li> <li>• Performance limitée due à la concurrence nationale</li> <li>• Lacunes technologiques vis-à-vis des USA (cyber, avions de chasse, drones sans pilote, champ de bataille automatisé)</li> <li>• Par le passé, problèmes d'acceptation dans certains pays</li> <li>• Goulots d'étranglement financiers dans le passé</li> <li>• Approvisionnement et production complexes face aux intérêts nationaux</li> <li>• Politique d'exportation non coordonnée</li> <li>• Dépendance technologique vis-à-vis des USA</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nettement plus de moyens financiers dans les années à venir / hausse des dépenses militaires</li> <li>• Coopération renforcée en Europe, encouragée par des programmes européens</li> <li>• Davantage de compétences en matière de défense pour la Commission européenne</li> <li>• Opportunités au travers de plus grands consortiums de fournisseurs européens communs</li> <li>• Meilleure coordination des équipements et systèmes d'armement des forces armées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas une base suffisante pour les grandes exploitations dans certains pays</li> <li>• Explosion des coûts due à des processus de coordination complexes et à des exigences divergentes</li> <li>• Planification sans le Royaume-Uni/Brexit</li> <li>• Manque de spécialistes qualifiés</li> <li>• Trop de projets concurrents</li> <li>• Les intérêts nationaux subsistent</li> </ul>

## Contact



5 Boulevard du roi Albert II

B-1210 Bruxelles

[info@industriAll-europe.eu](mailto:info@industriAll-europe.eu)

Tél: +32 2 226 00 50



5 Boulevard du roi Albert II

B-1210 Bruxelles

[contact@syndex.eu](mailto:contact@syndex.eu)

Tél: +32 2 219 25 41